

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Palestine: devant nos yeux la catastrophe humanitaire continue. Le cessez-le-feu immédiat s'impose!

Discours d'António Guterres, Secrétaire général de l'ONU, devant le Conseil de sécurité du 8 décembre 2023



António Guterres devant le Conseil de sécurité, décembre 2023.
(photo UN Photo/Loey Felipe)

Monsieur le Président,

Je vous remercie d'avoir convoqué cette réunion du Conseil de sécurité en réponse à ma lettre du 6 décembre relative à la situation à Gaza et en Israël. J'ai écrit au Conseil de sécurité en invoquant l'article 99, car nous sommes parvenus à un point de rupture. Le risque de voir s'effondrer totalement le système d'aide humanitaire à Gaza est grand, ce qui aurait des conséquences dévastatrices. Nous pensons que cela entraînerait une totale dégradation de l'ordre public ainsi qu'une pression accrue en faveur d'un afflux massif de réfugiés vers l'Égypte. Je crains que les conséquences soient dévastatrices pour la sécurité de la région tout entière. Nous en avons déjà constaté les retombées en Cisjordanie occupée, au Liban, en Syrie, en Irak et au Yémen. Il y a là, à mon avis, un risque sérieux d'aggravation des menaces actuelles pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Les risques d'effondrement du système humanitaire sont essentiellement liés au manque total de sécurité pour nos équipes dans la bande de Gaza, ainsi qu'à la nature et à la violence des opérations militaires, qui limitent considérablement l'accès aux populations qui en ont désespérément besoin. Une menace sans précédent pèse sur la protection et la sécurité des collaborateurs des Nations unies dans la bande de Gaza. Ainsi, on dénombre déjà plus de 130 décès parmi nos collègues, beaucoup étaient entourés de membres de leur famille. Il s'agit de la perte la plus importante en termes de vies humaines dans l'histoire de notre Organisation. Certains membres de nos équipes emmènent leurs enfants au travail pour qu'ils comprennent qu'ils vont vivre ou mourir en-

semble. Des collègues ont partagé des messages déchirants de membres du personnel appelant à l'aide.

Le secrétaire général adjoint du département de la sûreté et de la sécurité m'a informé qu'en raison de l'évolution du conflit, il était impossible de limiter les risques encourus par nos collaborateurs qui travaillent à Gaza, à moins de procéder à leur évacuation. Je ne saurais trop insister sur le fait que les Nations unies sont totalement déterminées à demeurer sur place au service de la population de Gaza. Je rends hommage aux héroïques travailleurs humanitaires qui restent fidèles à leur mission, malgré les terribles dangers qui pèsent sur leur santé et leur vie.

Mais la situation est tout simplement devenue intenable. Dans sa résolution 2712 (2023), le Conseil a demandé «qu'on renforce l'acheminement de ses secours pour répondre aux besoins humanitaires de la population civile, en particulier des enfants». J'ai le profond regret d'informer le Conseil que, dans les conditions actuelles sur le terrain, l'accomplissement de ce mandat est devenu impossible. Les conditions d'un acheminement efficace de l'aide humanitaire n'existent plus. Le point de passage de Rafah n'a pas été conçu pour accueillir les centaines de camions qui s'y présentent et constitue un véritable goulot d'étranglement. Mais même si on laissait des approvisionnements en quantité suffisante entrer à Gaza, les bombardements et les combats intenses, les restrictions de circulation imposées par Israël, les pénuries de carburant et l'interruption des communications empêchent les agences des Nations unies et de leurs partenaires de porter secours à la plupart des personnes qui en ont besoin.

Cauchemar humanitaire

Entre le 3 et le 5 décembre – les deux jours ayant précédé ma lettre – les Nations unies ont pu distribuer d'aide dans un seul des cinq gouvernorats de Gaza, celui de Rafah. Ailleurs, il était impossible d'accéder. Les gens sont désespérés, terrifiés et en proie à la colère. Ils ont parfois même manifesté cette colère à l'égard de nos équipes. Tout cela se déroule dans un contexte humanitaire cauchemardesque.

Premièrement, il n'y a pas de protection efficace des civils. Depuis le début des opéra-

tions militaires israéliennes, plus de 17 000 Palestiniens auraient été tués, dont plus de 4 000 femmes et 7 000 enfants. Il y aurait des dizaines de milliers de blessés et de nombreux disparus, vraisemblablement sous les décombres. Et ces chiffres augmentent de jour en jour. Les attaques aériennes, terrestres et maritimes sont violentes, incessantes et de grande ampleur. Jusqu'à présent, elles auraient touché 339 établissements d'enseignement, 26 hôpitaux, 56 établissements de soins, 88 mosquées et trois églises. Plus de 60 % des habitations de Gaza auraient été détruites ou endommagées, soit quelque 300 000 maisons et appartements. 85 % de la population a été contrainte de quitter son domicile. On exige des habitants de Gaza qu'ils se déplacent constamment, comme des boules de flipper humaines, ricochant entre des parcelles de plus en plus petites du sud, sans disposer d'éléments de base nécessaires à leur survie. On n'est en sécurité nulle part à Gaza. Au moins 88 abris de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) ont été touchés, entraînant plus de 270 morts et plus de 900 blessés. Les abris sont surpeuplés et insalubres. Les gens souffrent de plaies ouvertes. Des centaines de personnes font la queue pendant des heures pour utiliser une seule douche ou des toilettes. Les familles qui ont tout perdu dorment sur le sol en béton nu et portent des vêtements qu'elles n'ont pas changés depuis deux mois. Des dizaines de milliers de Palestiniens sont arrivés à Rafah ces derniers jours, submergeant les abris. De nombreuses familles déplacées – dont des enfants, des personnes âgées, des femmes enceintes et des personnes handicapées – dorment dans les rues et les espaces publics de la ville.

Deuxièmement, les gens de Gaza n'ont plus rien à manger. Selon les avertissements du Programme alimentaire mondial (PAM), le risque de famine est bien réel. Dans le nord de la bande de Gaza, 97 % des ménages ne mangent pas à leur faim. Dans le sud, ce chiffre est de 83 % chez les personnes déplacées. La moitié des habitants du nord et plus du tiers des personnes déplacées dans le sud sont tout simplement affamés. Les stocks de nourriture du PAM s'épuisent. Dans le nord, 9 personnes sur 10 ont passé au moins un jour et une nuit

sans nourriture. La dernière minoterie en état de marche à Gaza a été détruite le 15 novembre. Depuis le début de la crise, le PAM a fourni une aide alimentaire et financière à des centaines de milliers de personnes dans la bande de Gaza et se tient prêt à intensifier ses opérations. Toutefois, cela nécessiterait un accès effectif à toutes les personnes dans le besoin et au moins 40 camions de vivres par jour, soit beaucoup plus que le niveau actuel.

Troisièmement, le système de santé de Gaza est en train de s'effondrer alors que les besoins augmentent. Au moins 286 professionnels de la santé ont été tués. Les hôpitaux ont été lourdement bombardés. Seuls 14 des 36 hôpitaux fonctionnent encore. Trois d'entre eux fournissent les premiers soins de base, tandis que les autres n'offrent que des services partiels. L'Hôpital européen de Gaza, l'un des deux hôpitaux principaux du sud de la bande de Gaza, compte 370 lits. Il accueille actuellement 1 000 patients et environ 70 000 personnes en quête d'un abri. Il y a une grave pénurie de médicaments, de produits sanguins et de fournitures médicales. Le carburant nécessaire au fonctionnement des hôpitaux est sévèrement rationné. De nombreux patients sont traités à même le sol et sans anesthésie. Alors que des patients souffrant de blessures potentiellement mortelles continuent d'arriver, les services sont saturés et le personnel est débordé. Dans le même temps, les conditions insalubres dans les abris et les graves pénuries de nourriture et d'eau entraînent une augmentation des infections respiratoires, de la gale, de la jaunisse et de la diarrhée.

Le droit international humanitaire s'impose à toutes les parties

La situation que je viens de décrire est sans précédent et m'a conduit à prendre la décision sans précédent d'invoquer l'article 99, d'exhorter les membres du Conseil de sécurité à faire le nécessaire pour éviter une catastrophe humanitaire et de lancer un appel pour que soit déclaré un cessez-le-feu humanitaire. Nous savons tous qu'Israël a lancé cette opération militaire en réponse aux brutales attaques terroristes déclenchées le 7 octobre par le Hamas et d'autres groupes armés palestiniens. Je condamne sans

Suite page 2

Lettre ouverte au Conseil fédéral

Mesdames, Messieurs les Conseillères et Conseillers fédéraux,

En tant que citoyens suisses, nous tenons à vous faire part de notre indignation et notre déception de la politique du Conseil fédéral. Notre pays a perdu complètement son profil, particulièrement dans le secteur de la politique étrangère, qui s'était déconstruite de plus en plus, particulièrement par le rapprochement ambigu avec l'OTAN. La Suisse siège au Conseil de sécurité de l'ONU, cette année et la prochaine, prétendument dans le but de faire bouger les choses en matière de la politique de paix. Cependant, notre pays donne l'impression d'être paralysé en se cantonnant dans une passivité insupportable. Siégeant à la table des grandes puissances, elle approuve leurs propositions, par un docile hochement de la tête, surtout à l'égard des États-Unis. Où est resté son courage civique pour lancer des initiatives en tant que pays neutre, servant la paix, et promouvant une culture du dialogue dans les conflits de notre monde? Avec sa conduite de conformiste,

la Suisse en tant qu'État neutre est en train de perdre de plus en plus la conscience de sa propre valeur, ainsi que de sa teneur sur la scène internationale, dont elle disposait jadis.

Il y a déjà 30 ans que le déclin de la neutralité suisse a commencé pour ensuite poursuivre successivement sa course. La Suisse, fut à l'époque une grande puissance diplomatique par son engagement pour la paix. Ensuite elle perdit son influence, déjà longtemps avant la guerre en Ukraine. Cette guerre et les agissements du Conseil fédéral ont mis en évidence cette tendance. S'y ajoute encore le conflit au Proche-Orient qui dure déjà depuis 75 ans, oublié à répétition par le public mondial, en déclarant que «les deux peuples, juif et palestinien, sont des victimes». C'est ainsi que le soulignait l'activiste de la paix, M^{me} Sumaya Farhat-Naser, dans le cadre d'une conférence récente en Suisse. Le problème est que les gouvernements israélien et du Hamas veulent s'anéantir mutuellement. L'intensification de ce conflit – l'ampleur de la violence dépasse

la capacité d'imagination humaine – était pourtant, d'après Farhat-Naser, prévisible face au harcèlement et la discrimination quotidiens de la population palestinienne dans les Territoires occupés par le gouvernement et l'armée israéliens.

La Suisse devrait maintenir ou mettre en place la communication avec tous les protagonistes du conflit et tout entreprendre pour obtenir une suspension des hostilités et exiger des négociations de paix. Elle devrait soutenir les efforts du Qatar. C'est uniquement à travers cette pression offensive que la Suisse pourrait sauver la face, sinon elle va se pétrifier encore davantage pur devenir une figure qui soutient le jeu du pouvoir avec complaisance. En renouvelant son modèle de pays neutre favorisant la paix, la Suisse pourra encore mieux soutenir et protéger les activités du CICR. Le CICR ne fait pas des titres-choc de la politique mondiale, mais favorise la diplomatie discrète, et peut atteindre de cette manière de bons résultats comme avant; il est cependant entravé dans

son travail de façon croissante et critiqué, en subissant même des attaques.

La Suisse devra devenir enfin plus proactive dans le conflit du Proche-Orient et reconstruire sa ligne de politique étrangère. Nous insistons sur le fait que vous-mêmes, membres du Conseil fédéral, vous fassiez preuve d'un engagement sans équivoque, pour dénoncer et condamner comme un principe toute guerre. Ayez le courage de rester debout, pour que la voix de la raison et de l'humanité s'élève en toute clarté, même au risque de nager à contre-courant des puissants. La Suisse n'a pas besoin de se décider «pour un camp», mais doit participer à tisser le fil du dialogue de paix face à la folie de la guerre. La position d'un pays prônant une neutralité crédible n'avait jamais été confortable, mais nous sommes convaincus que la population de la Suisse va vous épauler!

Elfy et René Focca, Oberrohrdorf-Staretschwil, 29 novembre 2023

Le droit humanitaire international doit être respecté en toutes circonstances

Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien

Intervention du Prof. Dr. DD.R. h.c. Hans Köchler*, Président de l'Organisation internationale pour le progrès, à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, convoquée par le Comité pour les droits inaliénables du peuple palestinien, en accord avec la Résolution 32/42 de l'Assemblée générale des Nations Unies, Siège des Nations unies, Vienne, le 5 décembre 2023



Hans Köchler
(photo hanskoechler.com)

Monsieur le Président, Excellences, Mesdames et Messieurs!

Ce n'est guère l'heure aux déclarations solennelles ou aux invocations de nobles principes seules – au moment où 16 000 Palestiniens, pour la plupart des femmes et des enfants, ont été tués au hasard dans des bombardements massifs, où des milliers d'autres sont portés disparus sous les décombres de leurs maisons dans la bande de Gaza et où l'infrastructure du territoire est systématiquement détruite. Hôpitaux, écoles, mosquées, églises, installations des Nations unies servant de refuge – aucun endroit n'est à l'abri des attaques. Il ne faut mâcher ses mots: le largage de bombes de 2 000 livres sur des quartiers densément peuplés équivaut à un massacre de la population civile – et ceci sous l'étiquette déshumanisante de «dommages collatéraux.» La vice-présidente des Etats-Unis, M^{me} Kamala Harris, a qualifié l'ampleur des souffrances civiles à Gaza de «dévastatrices» et «profondément déchirantes».¹

Dans cet assaut, plus de 100 employés des Nations unies, plus de 200 membres du personnel médical et plus de 60 journalistes ont perdu la vie. Dans l'histoire des conflits récents, et notamment dans l'histoire des Nations unies, ce nombre disproportionné de morts parmi les travailleurs humanitaires et les journalistes est sans précédent.

En Cisjordanie, les forces de l'armée d'occupation mènent des raids meurtriers, tuant délibérément des civils non armés, dont beaucoup sont des mineurs, démolissant des mai-

sons et détruisant les moyens de subsistance des habitants palestiniens.

«Et tout ceci face au monde qui se comporte en spectateur...»

Pendant que le monde regarde et le Conseil de sécurité des Nations unies – en raison du veto d'au moins un de ses membres permanents – est condamné à rester impuissant, la puissance occupante en Palestine a pu mener une campagne implacable, voire une campagne de vengeance, contre le peuple palestinien et ses aspirations à une vie en liberté et dignité.

L'échec final du «processus de paix» n'ayant jamais pu s'épanouir, durant toutes ces années depuis la guerre d'octobre 1973, est l'objectif stratégique des groupes politiques qui, sous les étiquettes de «Sionisme religieux» et «Pouvoir juif», font aujourd'hui partie du gouvernement le plus extrême, le plus nationaliste et le plus chauvin en Israël

«Les dirigeants politiques devraient être conscients que chaque Etat adhérent aux Conventions de Genève de 1949 doit s'engager à respecter et à faire respecter [le droit international humanitaire] en toutes circonstances.»

depuis 1948. J'ai mis en garde contre les conséquences de cet état de choses, dans mon discours, ici même sur ce forum, l'année dernière.

Pour éviter toute ambiguïté: Nous condamnons sans réserve les événements du 7 octobre. Chaque vie humaine est de la même valeur. Le droit de résistance à l'occupation étrangère ainsi que le droit à l'autodéfense selon l'article 51 de la Charte des Nations unies, les deux, ne doivent pas servir de prétexte à une punition collective. Ces droits n'autorisent en aucun cas l'usage disproportionné et indiscriminé de la force. Ils ne justifient en aucun cas la commission de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité tels que ceux que nous observons actuellement – d'une brutalité et d'une intensité sans précédent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les responsables doivent être traduits en justice quel que soit le rôle ou la position de la personne.

Face à une campagne visant à intimider ceux qui défendent la vérité, nous devons, là aussi, être limpides et sans équivoque: la condamnation de ces actes ainsi que de la politique et de l'idéologie les sous-tendant n'est pas une expression d'antisémitisme, tout comme la condamnation des atrocités

commises contre des civils israéliens ne constitue en rien l'expression d'islamophobie. Dans tous ces cas, il serait irresponsable de se taire.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement de la Turquie, du Brésil, de l'Afrique du Sud, de la Colombie, de la Bolivie et d'autres Etats s'y ont prononcé de manière courageuse. Le 17 novembre, l'Afrique du Sud, le Bangladesh, la Bolivie, la République des Comores et Djibouti ont saisi la Cour pénale internationale par rapport à la situation dans l'Etat de Palestine. En Europe, le Premier ministre espagnol et le Premier ministre belge – respectivement président sortant et président entrant du Conseil de l'Union européenne – ont clairement critiqué les violations massives du droit humanitaire international en Palestine. D'autres en Europe devraient suivre leur exemple. Les dirigeants politiques devraient être conscients que chaque Etat adhérent aux Conventions

de Genève de 1949 doit s'engager «à respecter et à faire respecter [le droit international humanitaire] en toutes circonstances».

La Commission d'enquête indépendante des Nations unies sur les territoires palestiniens occupés, y compris Jérusalem-Est, et en Israël a déclaré: «Il existe déjà des preuves univoques de ce que des crimes de guerre ont probablement été commis lors de la récente explosion de violence en Israël et dans la bande de Gaza.» Malheureusement, de nombreux fonctionnaires des Nations unies ayant le courage de dire la vérité ont fait l'objet d'attaques malveillantes de la part de représentants de la puissance occupante.

S'attaquer à la racine du problème

Nous nous joignons au secrétaire général des Nations unies qui, avec la grande majorité des Etats membres de l'ONU, a appelé à un cessez-le-feu durable et à une solution politique qui s'attaque à la racine du problème: le déni permanent du droit à l'autodétermination – en violation continue de toutes les résolutions pertinentes de l'ONU – ne peut plus être toléré. Le peuple palestinien, a déclaré António Guterres lors de la session spéciale du Conseil de sécurité, le 24 octobre, «est soumis, depuis 56 ans, à une occupation écrasante».

Monsieur le Président!

Le «processus de paix d'Oslo» d'il y a trente ans se retrouve dans une impasse parce qu'il ne reposait pas en premier lieu sur le paradigme de l'autodétermination, mais se concentrait – à l'instar de l'accord de Camp David de 1978, l'ayant avancé – sur les modalités de l'autonomie locale sous la suprématie de la puissance occupante. Les questions relatives au soi-disant «statut permanent» étaient exclues de la «Déclaration de principes sur une autonomie temporaire». Après des années de détours et de méfiance, cela a – personne ne s'en étonne – encouragé les tendances annexionnistes, tout comme les accords bilatéraux conclus plus récemment.

Cependant, compte tenu de l'enfer dans lequel on a plongé les habitants de Gaza, ces problèmes ne doivent plus être esquivés.

Israël doit se retirer de tous les territoires occupés en 1967 et annuler l'annexion de la Jérusalem arabe – sans condition. Cela nécessite également le démantèlement des colonies coloniales en Cisjordanie constituant l'un des plus grands obstacles à la paix. Les citoyens palestiniens doivent se trouver dans la garantie de décider du statut légal et de l'organisation politique de leur pays, sans tutelle ni ingérence extérieure. Car c'est précisément ce que signifie l'autodétermination.

Etant donné que le Conseil de sécurité n'a pas encore pris de mesures coercitives pour faire appliquer la résolution 242 (1967) sur le retrait des territoires occupés, toute avancée dans ce sens dépendra essentiellement de l'influence des Etats occidentaux – en premier lieu des Etats-Unis et de l'Union européenne – qui ont de l'influence sur Israël et ont déjà déclaré qu'ils étaient favorables à un modèle à deux Etats, clé d'une solution définitive. L'heure n'est décidément plus aux paroles, mais aux actes. (Il s'agira néanmoins d'un énorme défi. Après des décennies de colonisation effective en Cisjordanie, il ne reste plus beaucoup de terrain pour un Etat palestinien qui, comme tout Etat, a besoin d'un territoire contigu pour être viable.)

La crise de Suez de 1956 pourrait constituer un précédent

Concernant Gaza, l'Assemblée générale pourrait suivre le précédent qu'elle a elle-même établi lors de la crise de Suez de 1956, sur la base de la formule «Uniting for Peace» («Union pour le maintien de la Paix»). Les

Suite page 3

«Palestine – devant nos yeux ...»
suite de la page 1

réserve ces attaques. Je suis horrifié par les informations faisant état de violences sexuelles. Il n'y a aucune justification possible au meurtre délibéré de quelque 1 200 personnes, dont 33 enfants, aux milliers de blessés et à la prise

d'otages de centaines. Quelques 130 otages sont toujours détenus. Je demande leur libération immédiate et inconditionnelle, qu'on les traite humainement et que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) puisse leur rendre visite jusqu'à leur libération.

Par ailleurs, les actes de barbarie perpétrés par le Hamas ne peuvent en aucun cas justi-

fier le châtement collectif du peuple palestinien. Et si les tirs aveugles de roquettes du Hamas sur Israël et l'utilisation de civils comme boucliers humains sont contraires aux lois de la guerre, ce comportement n'exonère pas Israël de ses propres violations. Le droit international humanitaire prévoit l'obligation de protéger les civils et de

respecter les principes de différenciation, de proportionnalité et de précaution. Les lois de la guerre stipulent également que les besoins essentiels des civils doivent être satisfaits, notamment par la distribution sans restriction de l'aide humanitaire. Le droit international humanitaire ne peut être appliqué de manière sélective. Il s'impose à toutes les parties de la même manière et à tout moment, et l'obligation de le respecter ne dépend pas de la réciprocité. La population de Gaza est au bord du gouffre. La communauté internationale doit tout mettre en œuvre pour mettre fin à son calvaire.

J'exhorte le Conseil à ne ménager aucun effort pour obtenir un cessez-le-feu humanitaire immédiat, la protection des civils et l'acheminement en urgence des secours indispensables à la survie de la population. Alors que nous affrontons la crise actuelle, nous ne pouvons perdre de vue la seule possibilité viable d'un avenir pacifique: une solution à deux Etats, sur la base des résolutions des Nations unies et du droit international, avec Israël et la Palestine vivant côte à côte dans la paix et la sécurité. Cette solution est vitale pour les Israéliens et les Palestiniens, ainsi que pour la paix et la sécurité internationales. Le monde entier – et l'histoire – nous observent. Il est décidément l'heure d'agir.

ef. Si elle avait été adoptée, la résolution présentée par les Emirats arabes unis (EAU) aurait exigé le cessez-le-feu immédiat, mais également la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages ainsi que la garantie d'accès des secours humanitaires sans entrave.

Cette résolution aurait ainsi réitéré l'exigence du Secrétaire général obligeant toutes les parties à respecter leurs obligations en vertu du droit international, y compris le droit international humanitaire, notamment en ce qui concerne la protection des civils. Elle aurait également demandé au Secrétaire général de rendre compte au Conseil, sans délai et de manière continue, de l'état d'avancement de la mise en œuvre des revendications stipulées.

Le 8 décembre 2023, le Conseil de sécurité des Nations unies avait été réuni en urgence, sur la base de la lettre du secrétaire général António Guterres du 6 décembre invoquant l'article 99 de la Charte des Nations unies, afin de procéder au vote portant sur une résolution présentée par les Emirats arabes unis appelant à un cessez-le-feu humanitaire immédiat dans la Bande de

Gaza. Le secrétaire général avait rappelé, une dernière fois, tous les éléments constituant le cas d'urgence extrême prévalant dans le Gaza pour persuader les membres du Conseil de sécurité de l'adoption de cette résolution – en vain.

En l'espace de 24 heures, le projet de résolution avait pourtant réuni l'adhésion de 97 Etats membres, comme l'a déclaré avant le vote Mohamed Issa Abu Shahab, ambassadeur des EAU auprès de l'ONU, mettant l'accent sur le fait que le texte de la résolution était «court, simple et décisif».

Le texte n'a été rejeté que par un seul Etat, les Etats-Unis qui y ont opposé leur veto, mais a reçu le soutien de 13 membres (sur 15) du Conseil de sécurité, à savoir l'Albanie, le Brésil, le Gabon, le Ghana, les EAU, l'Equateur, le Japon, Malte, le Mozambique, la Suisse et de trois membres permanents que sont la Chine, la France et la Fédération de Russie tandis que le Royaume-Uni s'était abstenu.

De nombreux membres du Conseil ont exprimé leur déception profonde face à ce veto. Zhang Jun, représentant la Chine, a clairement caractérisé sa légitimité défailante:

«Approuver la poursuite des combats tout en affirmant se préoccuper de la vie et de la sécurité des habitants de Gaza constitue une contradiction dans les termes. Approuver la poursuite des combats tout en s'engageant à prévenir les effets du conflit, c'est se leurrer soi-même. Approuver la poursuite des combats tout en insistant sur la protection des femmes et des filles et sur les Droits de l'homme, c'est de l'hypocrisie. Nous voilà donc face au mot d'ordre de «deux poids, deux mesures.»

Sérgio França Danese (Brésil) a souligné que «tôt ou tard, les membres du Conseil devront assumer leurs responsabilités et faire ce qui est juste» car il s'agissait là d'«un impératif humanitaire». Pour terminer son intervention, il a ajouté: «Après ce nouvel échec, nous devrions peut-être tenter la mise en place d'un processus de négociation plus efficace, qui ferait porter l'entière responsabilité du projet de résolution sur tous les Etats membres.»

Source:

<https://press.un.org/en/2023/sc15519.doc.htm>

(Traduction Horizons et débats)

Une vie pour la paix en Palestine

L'autobiographie de Sumaya Farhat-Naser

par Renate Dünki

Plus de 20 000 civils, parmi eux 13 000 femmes, enfants et personnes malades sans défense, sont devenus les victimes de la «guerre totale» (Benjamin Netanyahu) à effet annulant la population palestinienne dans la Bande de Gaza. Personne ne peut entendre ou voir les nouvelles de ces massacres sans être profondément bouleversé. Le Dr. Sumaya Farhat Naser donne un visage à ses compatriotes palestiniens, les êtres humains de Palestine. Elle est actuellement en route dans les pays germanophones pour parler et commenter les événements dans son pays occupé, en pédagogue de la paix profondément ancrée dans l'éthique humaniste-chrétienne; pour décrire les humiliations et les poursuites des Palestiniens (chez nous souvent éclipsées) au travers d'exemples émouvants, mais avant tout par son travail pour la paix – qui est dirigé sur les deux côtés, palestinien et israélien.

Son livre* est un cadeau et une élucidation qui permet de faire la connaissance personnelle, à travers la lecture, de cette femme droite, extraordinaire et dotée d'un amour profond pour sa culture et pour son pays, en prenant les contours d'un modèle d'humanisme vécu, dans des conditions des plus difficiles. Elle nous offre de la documentation franche et honnête sur sa vie pour la paix. Elle a écrit plusieurs livres et comptes rendus de sa vie et de son activité en Palestine. Dans son livre «Ein Leben für den Frieden» (Ma vie pour la paix), des comptes rendus et des réflexions couvrant plusieurs époques sont réunis entre les deux couvertures. L'auteure appelle son livre un «livre de lecture sur la Palestine». Il est construit de façon chronologique les dates de rédaction se trouvant dans les dernières parties. Son livre prend ainsi une chronique de sa vie et de son activité dans ce pays occupé par force depuis des décennies, et pour nombre de sa population – depuis toujours.

Des liens profonds avec sa famille et son pays – et pourtant elle reste indépendante

Le récit de la vie de Soumaya Farhat-Naser commence avec la représentation de l'histoire de sa famille et de sa jeunesse dans le pays vallonné aride près de Ramallah. Au travers d'histoires ayant été retransmises de génération à génération, elle fait revivre avec amour les siècles où le terroir lui appartenant a été soignée par sa famille. De nombreuses générations ont vécu dans la grande pièce au-dessus de l'écurie, dans la vieille ferme de sa familiale. L'auteure est étroitement liée avec la nature, les êtres humains et les coutumes constituant son village, de par sa mère et par ses grands-parents. La mère est restée analphabète, refusant de fréquenter l'école des

occupants anglais. Elle a tout de même recommandé à ses enfants d'aller à l'école, soutenant le plan de sa fille de continuer sa formation scolaire au niveau secondaire, à Jérusalem. Jeune fille de 14 ans très autonome, Sumaya refuse le plan d'un mariage, ce qui représente à l'époque une décision inouïe. A la place, elle décide de travailler à côté de l'école pour ne pas engendrer de coûts à sa famille. Elle est choisie par son école pour faire des études en Allemagne – un parcours inhabituel et inédit dans sa famille. Elle est consciente de sa responsabilité envers sa famille et son peuple, ce qui reconforte sa décision de terminer sa formation avec succès, pour ne pas donner, au cas contraire, un mauvais exemple et ainsi barrer la route vers l'indépendance à d'autres filles. «Je voulais être et rester moi-même tout en faisant partie des personnes qui m'attendaient.» Les étapes de ce chemin vers l'autonomie, et son tendre attachement à sa famille et à sa culture est donc le leitmotiv de ses actes. Sumaya Farhat-Naser dispose de la faculté de s'exprimer dans un langage simple, riche et plein de chaleur de son vécu. Son courage d'accéder à une pensée et à un parcours autonomes, tout étant en phase avec ses proches et ses semblables, se développe déjà dans ses années de jeune fille et de jeune femme, dans une Palestine, à l'époque déjà, sous l'occupation israélienne. Son retour en Palestine en 1967, dans un pays entre-temps occupé, était harassant. Qui ne passait pas la frontière avant la date d'échéance fixée dans ses documents risquait de perdre le droit d'accès à son pays. Après des heures d'attente, ses papiers ont enfin été contrôlés, et s'en est suivi l'obligation de se soumettre à la procédure humiliante d'une fouille corporelle. «Profondément blessée et humiliée, je suis enfin arrivée à la maison, tard dans la soirée» (p. 24).

Après son retour décisif, en 1974, elle s'est mariée à un homme correspondant à ses convictions et à sa formation. Elle désire depuis longtemps que la cérémonie se déroule

dans le cadre traditionnel. Le couple a ensuite décidé de mener sa vie, dans sa petite maison à Bir Zeit, entre leurs traditions à eux et les coutumes occidentales.

L'arbitraire de l'occupation

Dans le Bir Zeit occupé, la vie heureuse de la jeune famille diffère cependant de la vie normale. La présence des militaires israéliens est permanente, les soldats traversent le village et contrôlent les papiers. Les maisons sont souvent fouillées, des étudiants arrêtés, suspectés d'accomplir des activités politiques – parmi eux un de ses frères et un beau-frère. La famille finit par apprendre où ils sont détenus. Une fois par mois seulement, les détenus ont le droit de recevoir des visites, pendant une demi-heure. Après avoir enduré des coups, la torture et l'incertitude, ils sont finalement libérés après des mois en prison.

L'arbitraire de l'occupation est également visible à l'occasion des prétendus «recensements» ou dans des réquisitions des parties de leur terroir, les soi-disant parties «friches». Les gens prétendaient que c'était de droit et basé sur les lois. Mais au fur et à mesure que de telles prises de terrain se répètent, il s'avère que ces actes cachent les plans israéliens d'expropriation à long terme du terroir palestinien.

Vie universitaire – une famille engagée pour la formation

A partir de 1975, le couple Farhat-Naser se consacre à enseigner à l'Université de Bir Zeit.

Cette Université constituait une réponse manifeste aux humiliations octroyées par l'occupation. Car depuis 1967, aucun étudiant palestinien n'était autorisé à fréquenter d'Université aux alentours, à exception de celles en Europe où aux Etats-Unis – inaccessible pour la plupart des jeunes gens. Les enseignants du projet universitaire de Bir-Zeit voulaient contribuer à la construction de leur université, et en même temps à la paix. En



Eglise à Bir Zeit. (photo Wrth-Barben)



ISBN 978-3-85787-479-6

plus de leurs matières, ils ont enseigné aux jeunes gens des idées de démocratie et des droits de l'homme. Des problèmes sociaux ont été repris et les questions de l'identité nationale discutées. A cette époque, les enseignants et les étudiants développent ensemble le sentiment d'appartenir à une grande famille s'engageant pour la formation. Sumaya Farhat-Naser conduit un programme d'alphabétisation pour les femmes, car à l'époque, 50 % des femmes étaient analphabètes. On enseigne aussi des sujets comme la santé, l'éducation et la formation générale. L'Université a su qualifier 1200 femmes d'enseignantes qui ont par la suite donné des cours dont profitent plus de 400 villages.

Palestiniens et Israéliens – deux mondes séparés

En Israël, tout échange social et tentative de faire des connaissances entre les populations sont coupés courts. Car les ordonnances militaires contrôlent chaque aspect de la vie quotidienne. Des interdictions de construction de chemins pour l'agriculture ou pour l'exportation d'olives ont ruiné les agriculteurs. Ces ordonnances ont deux objectifs: entraver le développement économique et épuiser les gens pour les inciter à quitter les pays, surtout les intellectuels, ce notamment au travers d'une censure sévère concernant la lecture de livres et de journaux.

De telles interdictions ont empêché les contacts entre Palestiniens et Israéliens. La vie se déroule dans deux mondes séparés. Mais c'est à cette époque que Sumaya Farhat-Naser prend la décision de surmonter ces frontières érigées artificiellement. Après des années d'occupation, «la pression causée par nos souffrances»

Suite page 4

«Le droit humanitaire international ...» suite de la page 2

Etats membres de l'ONU pourraient à nouveau créer une «United Nations Emergency Force – Force d'urgence des Nations Unies» [une force d'intervention armée des Nations Unies, UNEF] qui surveillerait un futur cessez-le-feu et servirait de tampon entre les parties le long de la frontière. Les pays disposant d'influence suffisante devraient agir en tant que garants pour chacune des deux parties. Dans ce contexte, la proposition récemment présentée par la Turquie – pays qui a déjà joué le rôle de médiateur lors des négociations d'Istanbul entre l'Ukraine et la Russie en 2022 – est importante pour la communauté internationale.

Le rôle crucial de la société civile

En conclusion, Monsieur le Président, le rôle de la société civile internationale sera déterminant pour les perspectives réelles de paix.

Il est significatif que même dans des pays qui, comme celui qui nous accueille aujourd'hui, lors de la récente session spéciale de l'Assemblée générale, ont voté contre un cessez-le-feu humanitaire «immédiat, permanent et durable», la majorité des citoyens ne sont pas favorables à la poursuite de la

«Si la guerre de Gaza de 2023 doit se terminer de la manière apocalyptique comme évoquée par le Premier ministre, il n'y aura peut-être pas de «jour d'après»».

guerre à Gaza. Selon un sondage Reuters/Ipsos, réalisé aux Etats-Unis, plus des deux tiers des personnes interrogées se déclaraient être d'accord avec l'affirmation selon laquelle «Israël devrait déclarer un cessez-le-feu et tenter de négocier». (Les gouvernements opposés à un cessez-le-feu durable n'étaient de toute façon qu'une infime minorité par rapport aux 121 Etats membres qui ont voté en faveur de la résolution, le 26 octobre.) Lors de grandes manifestations et sur les médias sociaux, des groupes de citoyens de tous les continents dont, par exemple, «Jewish Voice for Peace» aux Etats-Unis et «European Jews for Peace», ont clairement indiqué qu'ils étaient favorables à un règlement du conflit par la négociation et la reconnaissance mutuelle et non pas par une guerre d'extermination – une guerre totale telle que l'a sinistrement décrite le Premier ministre israélien dans un discours télévisé en se référant au chapitre 15 du Premier livre de Samuel,² et que son

porte-parole officiel a grossièrement et sarcastiquement qualifiée de «mère de tous les coups» («the mother of all thumpings»).

Si la guerre de Gaza de 2023 doit se terminer de la manière apocalyptique comme évoquée par le Premier ministre, il n'y aura peut-être pas de «jour d'après» pour aborder une vision de la paix telle que celle présentée par le Premier ministre espagnol, le 24 novembre, lors d'une conférence de presse au point de passage de Rafah entre l'Egypte et Gaza. Je cite son vibrant plaidoyer pour la paix et la justice en Palestine: «... le moment est venu pour la communauté internationale, en particulier l'Union européenne et ses Etats membres, de reconnaître l'Etat de Palestine.»

En outre, la communauté internationale devrait considérer sérieusement les paroles d'avertissement du président Emmanuel Macron, prononcées il y a quelques jours à Dubaï: «Il n'y a pas de sécurité durable pour Israël dans la région si sa sécurité se fait au

prix des vies palestiniennes ...» Aussi, dans son discours sur la nécessité de protéger les civils, Lloyd Austin, secrétaire américain à la Défense, a averti qu'une «victoire tactique» pourrait se révéler être une «défaite stratégique».³

Si la logique de la guerre totale devait prévaloir – avec le déplacement forcé de la population de Gaza et l'annexion de la Cisjordanie comme objectif final (comme l'envisagent des membres influents de la coalition gouvernementale israélienne) – nous sommes confrontés au risque d'un cycle de violence sans fin – une violence qui pourrait engloutir le Moyen-Orient tout entier et mettre en danger la paix mondiale.

Je vous remercie, Monsieur le Président. •

¹ Conférence de presse en marge de la COP 28 à Dubaï, du 2 décembre 2023.

² «Va maintenant, frappe Amalek, et dévouez par interdit tout ce qui lui appartient; tu ne l'épargneras point, et tu feras mourir hommes et femmes, enfants et nourrissons, boeufs et brebis, chameaux et ânes.» (1 Samuel 15, 3)

³ Discours prononcé au Reagan National Defense Forum en Californie, cité par l'AFP, le 3 décembre 2023.

«Une vie pour la paix en Palestine»
suite de la page 3

frances a pris, pour moi et les autres femmes, des dimensions extrêmes, au point de trouver la liberté intérieure pour nous engager dans un échange entre femmes israéliennes et palestiniennes, abandonnant les frontières intérieures et parler nos réalités.» (p. 56)

Après 20 ans d'occupation: l'Intifada de 1987

Après les violences perpétrées par les forces armées israélienne sur l'intégralité du territoire palestinien, l'Intifada a éclaté spontanément en 1987, se disséminant en vitesse dans le pays entier. Durant les 20 ans d'une occupation humiliante pendant laquelle les populations palestiniennes ne pouvaient compter sur aucune aide extérieure, une génération amplement cultivée a grandi en osant réfléchir et comparer par elle-même, ayant soigné sa propre culture vouée à l'anéantissement dans la clandestinité. Cette culture de résistance a été la base pour l'Intifada, terme qui signifie l'élan de se débarrasser de quelque chose. Les partis palestiniens ont été surpris par ce mouvement et obligés de s'unir. Les gens ont employées de préférence des moyens non-violentes comme des boycotts, des manifestations, des grèves. Les symboles de ce soulèvement sont les pierres. Les militaires reçoivent cette résistance avec brutalité. Par exemple Rabin, ministre de la défense d'alors, ordonne de casser les os à ces adolescents. 90 % de cette jeunesse ont été encarcéré au moins une fois. La peur est souvent insupportable, on se sauve par l'entraide et la solidarité. Comme la formation pour les enfants et les adolescents n'est plus possible, à cause de la fermeture de toute institution éducatrice, on crée un enseignement dans la clandestinité. A Bir Zeit, par exemple, 400 enfants suivent des cours dans une église ou dans une mosquée, sous les arbres, et dans les maisons. On trouve quatre classes dans la maison de l'auteur, des sentinelles montent la garde et préviennent pour que les enfants puissent se disperser à temps.

Les traités d'Oslo 1993; l'occupation continue

Avec l'Intifada, la Palestine a été sortie de l'oubli. En 1993, elle perd de force. Le PLO devient partenaire des négociations. Les traités d'Oslo sont réalisés et suivent le principe «Du terrain en échange de la paix». Ils doivent mettre fin à l'occupation et créer un Etat palestinien indépendant – à condition de reconnaître l'Etat d'Israël dans les frontières de 1967. Suivant ce plans, 78 % des territoires anciennement palestiniens ont officiellement été attribués à Israël.

Le scepticisme envers ces traités est donc justifié. Qu'apportent-ils? Il montre qu'Israël n'a pas l'intention de rendre les territoires occupés. Ainsi est créé la dénommée «indépendance palestinienne» qui, en réalité, ne l'est pas. Seule la soi-disant zone A (3,5 %) est complètement soumise à son autorité, tandis qu'il en est tout autrement dans les zones B et C. Finalement, on a créé ce que l'on appelle de droit les «quatre prisons en plein air»: Gaza, Les Cisjordanie Nord et Sud, et Jérusalem Est. Une fois de plus, tous les domaines de la vie sont contrôlés par les forces armées israéliennes. C'est comme avant l'occupation. «La politique a pour but de détruire la société palestinienne et ses bases, d'humilier les êtres humains et de les priver de leurs droits.» (p. 92) Des exemples instructifs sont les soi-disant «routes de contournement» qui mènent à des enclaves palestiniennes. Les nombreux checkpoints créent une complication insupportable à la mobilité et une atmosphère d'humiliation et de colère. La capitale de Jérusalem Est devient presque inaccessible. Les Palestiniens qui y vivent subissent systématiquement des représailles dont le but est évident: les faire quitter la ville.

Les Centres de femmes, 1989–2000 – lieux de rencontres

Alors que les contacts directs entre hommes sont interdits, les femmes peuvent agir plus librement. En 1989, le Dr. Farhat-Naser a aidé à élaborer les lignes de conduite pour les centres de femmes palestiniens-israéliens à Jérusalem, à Bruxelles. Ces lignes de conduite sont indispensables pour que les rencontres planifiées entre femmes palestiniennes et israéliennes ne soient pas mal comprises, en tant



Dans l'olivieraie de la famille Farhat-Naser. (photo Wrth-Barben)

que trahisons ou dénonciations. En 1992, à Bruxelles encore, une autre rencontre entre des femmes politiques dirigeantes a lieu. Le but est de créer une œuvre commune pour la paix, issue et maintenue par les deux sociétés. Ainsi, les femmes la fréquentant peuvent acquérir du savoir les unes des autres. En 1994, deux centres de femmes sont fondés: le «Jerusalem Center for Women» à Jerusalem-Est et le «Bat Schalom» à Jerusalem-Ouest. Ensemble, ils forment le «Jerusalem Link». On décide de créer des centres séparés pour ne pas effacer les différences sérieuses des deux sociétés – les femmes en Israël jouissent des assurances sociales, tandis que rien de comparable n'existe en Palestine, pour ne citer qu'un exemple. Chaque centre développe ses propres programmes qui correspondent aux besoins des femmes tandis que la formation politique des femmes figure comme matière dans les deux centres. Ainsi est organisée la semaine d'action «Sharing Jerusalem. Two Capitals for two states» qui a pour but d'esquisser la vision d'une ville ouverte. Depuis 30 ans, l'Etat d'Israël créé des faits en préjudice à Jérusalem – l'annexion de terrains, la dénégation de tous les droits des Palestiniens sur la ville. Le projet a comme but de contribuer à une paix sûre, sur la base de la qualité de vie équitable des deux peuples. La campagne a lieu en 1997. Elle est le premier grand projet pour la paix des deux centres de femmes. Ce qui rencontre l'intérêt international.

Le chemin douloureux vers la compréhension

Le travail est basé sur le principe du dialogue et de la communication non violente. De nombreuses femmes sont très intéressées à connaître l'autre partie. Avant les premières rencontres, un programme de préparation aux méthodes de résolution des conflits est mis en place. Il s'agit d'apprendre à écouter et à connaître chacune en tant que personne unique avec ses soucis, ses peurs et ses espoirs, tout en se regardant dans les yeux. Cela ne doit toutefois pas signifier accepter l'oppression et l'occupation. L'histoire pèse sur la discussion commune. Il est par exemple très difficile de parler du mythe sioniste d'Israël de la «terre sans peuple pour un peuple sans terre», qui a servi de base à la domination exclusive d'Israël. La conviction que les Palestiniens n'ont pas quitté le pays en tant que réfugiés, mais de leur plein gré est répandue. Cela a toujours été la devise du gouvernement israélien. Mais le sionisme comporte de différentes tendances et de nombreux Israéliens souhaitent contribuer à une paix juste. Le chemin vers la compréhension mutuelle est difficile et douloureux et le restera (p. 128).

Alors que l'OLP est prête à négocier dans les années 2000, le Hamas refuse. Les attentats-suicides qui ont déclenché un climat dévastateur de peur et de menace en Israël et en Palestine sont issus de ce cercle. L'espoir de paix s'anéantit. Le mouvement pacifiste israélien est absent durant cette période. Finalement, toutes les activités communes des centres doivent être suspendues. Le travail n'est plus justifiable. Le Dr Farhat-Naser met fin à sa collaboration, mais décide de documenter les petits pas de rapprochement qu'elle a vécus (p. 143). Sa vie durant, elle maintient la position que faire la paix est un art qui nécessite le travail quotidien pour l'atteindre.

L'art de faire la paix

«Faire la paix signifie se laisser guider par l'éthique et la morale de l'humanisme, établies dans nos religions et nos cultures, et

accorder à l'autre partie les droits que l'on revendique pour soi-même», écrit Sumaya Farhat-Naser (p. 165). Plus longtemps un conflit dure, plus la recherche de solutions se montre difficile. Il faut encore plus de courage pour appeler les choses par leur nom et rompre le silence face à l'injustice. Car, poursuit Farhat-Naser, «faire la paix signifie avoir la volonté d'accepter la paix comme objectif suprême, plutôt que la conquête de terres, la gloire militaire et la domination sur les autres, et trouver une solution qui sauve les habitants de la région des guerres religieuses et des idéologies d'extermination et qui permet la réconciliation (p. 166)».

Concrètement, cela signifierait mettre fin aux actes de violence des deux côtés, se mettre d'accord sur la portée territoriale des Etats et, comme base d'un nouveau départ, une amnistie des plus de 10 000 prisonniers palestiniens qui se trouvent dans les prisons israéliennes, dont de nombreux intellectuels, mais aussi de nombreux jeunes de moins de 17 ans et des femmes avec des bébés nés en prison; et la liste noire des «suspects» doit également être effacée, écrit Farhat-Naser (p. 167). Le conflit dure depuis des décennies, c'est un cycle de violence et de radicalisation. Il doit devenir transparent, les peurs et les souffrances des deux parties doivent être reconnues, respectées, exprimées et communiquées. La paix aurait alors une chance.

Projets d'espoir et actes de perturbation

Sumaya Farhat-Naser trouve toujours l'espoir et le repos dans des projets culturels et parvient à les faire connaître et les transmettre dans son entourage. Elle décrit la restauration d'un *kasr* (une tour de guet vieille d'environ 300 ans) dans une oliveraie familiale – un témoignage qui devait devenir un lieu de rencontre. Ou encore de jeunes musiciens qui s'adressent aux jeunes auditeurs avec un mélange de rythmes traditionnels et modernes, leur demandant à chaque fois de s'informer plus précisément avant de se faire une opinion. Ou encore le personnage de dessin animé *Handala*, qui parle au nom de tous les réfugiés avec sa robe rapiécée, comme symbole de résistance et de justice.

Ce qui est en revanche dérangeant, c'est l'abus d'enfants et d'adolescents dans les prisons. On profite de leur faiblesse et de leur vulnérabilité pour les utiliser comme collaborateurs et pour commettre des actes de violence de plus en plus graves contre leur propre population – ces jeunes qui auraient besoin d'aide et de soutien après les expériences traumatisantes qu'ils ont vécues (p. 172 et suivantes).

Renforcer la personnalité: préserver sa dignité

Il y a toujours des situations humiliantes aux nombreux checkpoints. Comment conserver une estime de soi et un sentiment de dignité et se protéger de la haine? C'est grâce sa force personnelle et à son engagement constant en faveur de la justice et de la paix que l'auteur parvient à ne pas se sentir personnellement attaquée et blessée, et à laisser ouvert ce qui ne peut (pas encore) être changé, tout en façonnant ce qui s'y prête. Elle consolide ainsi une attitude qui lui permet de tirer le meilleur parti d'une situation, aussi difficile soit-elle. Sumaya Farhat-Naser indique partout cette voie – le travail sur soi pour pouvoir conserver sa dignité – toujours concrétisé par des exemples. Elle est déterminée à protéger ce qui compose son humanisme. Dans son charin, elle se sent toujours en lien étroit avec ses compatriotes, elle ne reste pas seule. Elle a atteint la capacité de compatir avec eux.

Faire confiance en la bonté humaine

En 2008, la situation politique est désespérante. Il y a deux camps politiques palestiniens, le Fatah et le Hamas. Gaza est bouclée par Israël, l'approvisionnement en marchandises est fortement réduit pour plus de 1,5 million de personnes, les tentatives de réconciliation ont échoué. Toutes les approches démocratiques ont été brisées. La peur et la méfiance règnent parmi la population. C'est précisément le moment où les séminaires de Farhat-Naser apportent du soutien et de l'espoir. Son message est le suivant: Je m'efforce de faire la paix avec moi-même et c'est par là que je trouve la paix avec les autres aussi. Cette sensibilité qui s'oriente selon le concept que ce qui est bon en nous aide également à faire preuve d'empathie et de compassion envers les autres. Une telle attitude ne reste jamais sans effet (p. 203). La pensée, le sentiment et l'action non violents dans les situations difficiles à supporter reposent sur une décision intérieure consciente et une pratique constante. Qu'est-ce qui donne cette force à l'auteur? Elle décrit régulièrement des expériences vécues avec sa mère. La forte relation d'amour entre la mère malade et désormais âgée et sa fille sont un appui pour elle et sa famille. Ce lien est l'une des sources qui ont permis au Dr Farhat-Naser de devenir la forte personnalité qu'elle est, mûre et éprouvée dans une multitude de situations émotionnellement difficiles (p. 219).

Le chemin vers la démocratisation sera long

En 2011, le conflit entre Israël et le Hamas (qui ne représente pas l'opinion de la majorité de la population) dans la bande de Gaza s'est, une fois de plus, transformé en guerre. L'élément déclencheur a été l'assassinat du commandant du Hamas par une bombe larguée d'un hélicoptère militaire israélien. Cette escalade a entraîné des répliques du Hamas qui ont fait plusieurs morts. «Le fait que l'attaque israélienne ait fait plus de 100 morts à Gaza semblait avoir moins d'importance». (p. 257) Finalement, un cessez-le-feu a été conclu.

L'auteur note à ce sujet: «Le rapport de force asymétrique entre Israël et la Palestine demeure, de sorte qu'il ne faut pas s'attendre à un changement de la politique israélienne. Le gouvernement israélien tient le dessus, ne s'engage pas sur des calendriers ou des accords et encourage systématiquement la construction de colonies par les colons radicaux, utilisant le vol permanent de terres comme moyen pour expulser la population ancestrale. Le chemin vers la démocratie sera donc encore très long.» (p. 244 et suivantes).

Qu'ils vivent en paix!

Sumaya Farhat-Naser conclut sa chronique en racontant sa visite à ses filles et petits-enfants en 2013, il y a dix ans. Outre le récit de leur enfance, les rires et les chants, les discussions ont porté sur la politique, la société, la famille et l'avenir. C'est avec joie de vivre et gratitude qu'elle a transmis ses traditions à ses filles et petits-enfants. «Je veux qu'ils jouissent de la santé, de joie, de sécurité et qu'ils vivent en paix. Je suis affligée parce que je ne verrai plus l'arrivée de ces temps de paix, et il n'est pas certain que mes enfants la voient, eux non plus. Mais je veux m'accrocher à l'espoir que mes petits-enfants la fêteront. L'espoir rend créatif, et le courage de croire en sa propre force rend possibles beaucoup de choses». (p. 262)

La richesse des expériences et des pensées de Sumaya Farhat-Naser, ses espoirs, ses expériences, ainsi que l'éthique qu'elle oppose à la cruelle réalité est difficile à résumer. Il vaut la peine de se réserver un bon laps de temps pour la lecture. Chaque lecteur sera porté par l'unique auteur, ses descriptions émouvantes, ses observations affectueuses et délicates du quotidien, son humanité, ses exemples d'aide spontanée dans des situations dangereuses, la créativité de ses actions et par sa force qui semble nourrie avant tout par son éthique profondément humaine. La valeur de ce livre dépasse de loin les paroles pour le décrire. •

* Farhat-Naser, Sumaya. *Ein Leben für den Frieden. Lesebuch aus Palästina*. Avec un essai d'Ernest Goldberger. Basel (Lenos-Verlag) 2017; ISBN 978-3-85787-479-6. Le livre n'existe qu'en version allemande. Chez le même éditeur, un des livres de l'auteur est disponible en anglais: *Daughter of the Olive Trees*, 2003, ISBN 978-85787-34-X.

Un avenir incertain pour l'Argentine

par Gisela Liebe

Le 20 novembre, Javier Milei a été élu président de l'Argentine. Il a remporté le second tour avec une nette majorité de 55,7 % des voix face au candidat des péronistes de gauche, l'ancien ministre de l'économie sortant, Sergio Massa. Le taux de participation a été très élevé (76 %) et la légitimité du scrutin n'a été contestée par aucune partie. Le président sortant Alberto Fernández, qui a dirigé le pays de 2019 à 2023, ne s'était pas présenté. D'après l'avis général, il n'aurait d'ailleurs eu aucune chance.

Javier Milei prend la tête du pays dans une situation désespérée. Le taux d'inflation atteint le niveau catastrophique de 140 %. Plus de 40 % de la population vit désormais dans la pauvreté. L'Argentine est fortement endettée, prise en charge avec 8 milliards de dollars d'intérêts au FMI seul d'ici 2024.

Qui est le nouveau président?

Qui est le nouveau président? Avec son mouvement nouvellement créé LLA (La Libertad Avanza), Milei est apparu comme un outsider excentrique dans la campagne électorale. Son programme électoral se composait pour l'essentiel de revendications extrêmement néolibérales sur le modèle des «Chicago-Boys» [voulant réaliser la doctrine de Milton Friedman dans le monde entier], déjà expérimentées au Chili après le coup d'Etat de Pinochet et dont le programme comprend notamment les points suivants: privatisation des entreprises publiques, réduction extrême des dépenses publiques, rattachement de la monnaie nationale au dollar, suppression de la banque nationale. Aujourd'hui, la population chilienne souffre encore des conséquences de cette politique économique. A cela s'ajoutent, dans le programme de Milei, des revendications extrêmes allant jusqu'à la légalisation du trafic d'organes. Avec sa tronçonneuse (symbolisant son programme de choc), ses chansons rock et sa coiffure frisée, il était amplement présent dans les médias sociaux. Son slogan: «Abolir toute la caste des politiciens!»

Milei, se qualifiant lui-même d'«anarcho-capitaliste», n'a aucune expérience en politique, mais ces dernières années, il a souvent été invité dans des talk-shows télévisés en tant qu'économiste néolibéral. Qu'un tel homme ait pu devenir président de l'Argentine en l'espace de deux ans n'est compréhensible que si l'on prend en compte les 30 dernières années de l'histoire argentine.

Stratégie de choc dans les années 90

Depuis les années 1960 déjà, l'Argentine, pays extrêmement riche en ressources naturelles, a cessé d'être un pays purement agricole se transformant en pays industriel développé avec des syndicats forts. Après la grande crise de la dette des années 1980, qui a touché toute l'Amérique latine, Carlos Meném a pris la présidence en 1989. Suivant l'exemple du Chili, il a appliqué

la stratégie de choc néolibérale: Privatisation des entreprises publiques (y compris de la compagnie pétrolière nationale YPF), dollarisation du peso, ouverture de l'économie aux investisseurs étrangers, réduction des dépenses publiques, licenciement de milliers d'employés de l'Etat. C'est de manière conséquente qu'on a alors mis en œuvre les directives du Consensus de Washington transformant l'Argentine en élève modèle du FMI. Les effets de cette politique économique, allant de pair avec un appauvrissement extrême d'une grande partie de la population, ont été immortalisés, de manière impressionnante, par Fernando Solanas dans ses films documentaires, par exemple «Memoria del saqueo» (Mémoires du saccage) et «La dignidad de los nadies» (La dignité des appauvris). Meném a dû démissionner fin 2001 lors de la plus grande crise économique que le pays n'ait jamais connue.

Faillite de l'Etat et reconstruction

L'Argentine a dû déclarer son insolvabilité et donc la faillite de l'Etat. En l'espace de quelques semaines, trois gouvernements ont à nouveau été destitués du pouvoir. Finalement Néstor Kirchner, péroniste de gauche, a été élu président en 2003. La décennie suivante a été marquée par une reconstruction laborieuse. Après une décennie et demie de politique économique néolibérale, la dette s'élevait à 175 milliards de dollars américains en 2003. Une grande partie des créanciers privés ont pu être convaincus de restructurer la dette, et jusqu'en 2010, la plupart d'entre eux ont finalement accepté de renoncer à 75 % de leurs crédits – à l'exception de quelques fonds spéculatifs.¹ Les gouvernements de Néstor et Cristina Fernández de Kirchner ont instauré un contrôle

des capitaux, nationalisé des secteurs économiques tels que la poste et les aéroports, introduit des taxes élevées sur les exportations agricoles (contre lesquelles l'oligarchie agricole s'est violemment opposée) triplant ainsi les dépenses sociales à l'aide des recettes. Le taux de chômage est passé de 25 % à 9 %.

Rechute dans le néolibéralisme sous Macri

Au milieu de cette lente reprise, un autre politicien néolibéral, Mauricio Macri, a de nouveau été élu président, en 2015. Son premier acte a été de lever le contrôle des capitaux et de garantir aux fonds spéculatifs, qui n'avaient pas accepté la restructuration de la dette, le règlement des 4,7 milliards de dollars échéant. Les taxes sur les exportations agricoles ont de nouveau été réduites. L'étranger a été invité à investir. Le gouvernement Macri a contracté un crédit record de 57 milliards de dollars auprès du FMI dont 44 milliards ont été versés. 80 % de ce crédit ont été consommés pour régler des dettes en devises étrangères. Même le FMI reconnaît aujourd'hui que débloquer ce crédit immense était une erreur. Lorsque Macri a été évincé, en 2019, le pays s'est à nouveau retrouvé face à une énorme montagne de dettes qui atteignait les 175 milliards de dollars. L'Argentine s'est donc à nouveau vue placée au bord de la faillite. La part de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté avait augmenté pour atteindre 35 %.

Les quatre années passées n'ont aucunement montré d'issue

En 2019, c'est Alberto Fernández du parti péroniste de gauche qui prit la succession de

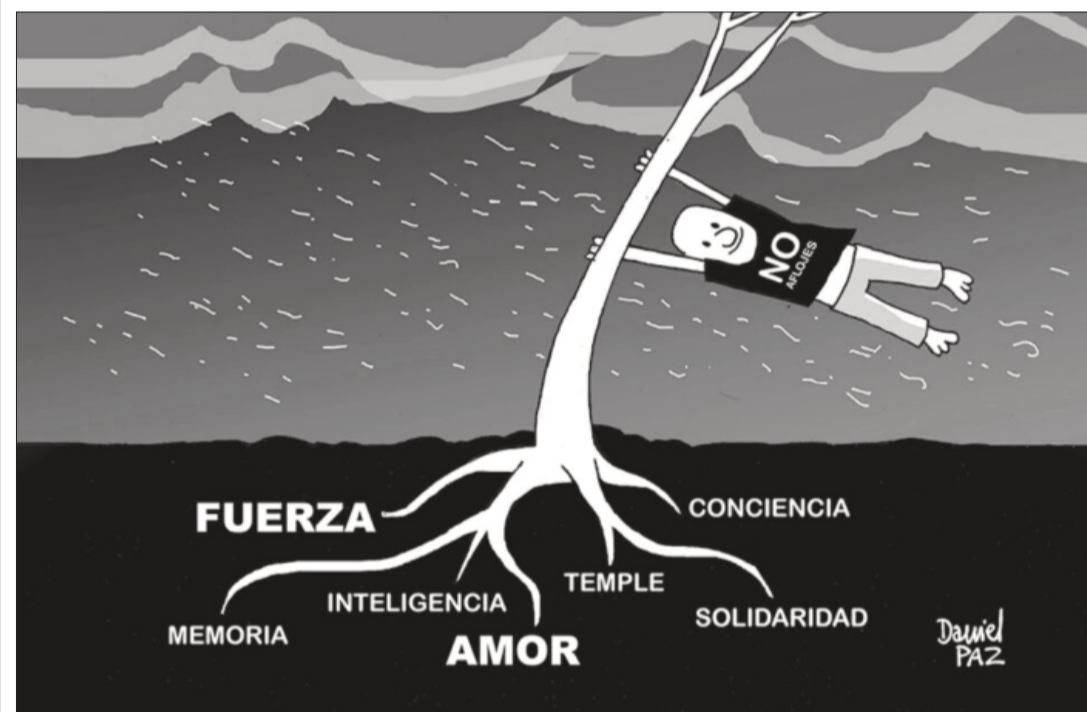
Macri à la présidence, avec Cristina Kirchner de Fernández comme vice-présidente. Au cours de ces quatre dernières années, des négociations ont été menées avec le FMI sur un nouvel accord, qui a été conclu, n'offrant pourtant pas d'issue réaliste à l'endettement. L'inflation échappant à tout contrôle, les querelles au sein du parti au pouvoir, les accusations de corruption, les attaques permanentes des grands médias, notamment contre Cristina Kirchner, ont sapé toute confiance dans le gouvernement. A cela s'ajoutaient les conséquences de la pandémie du Covid. Le Président brésilien Lula a tout fait pour permettre à l'Argentine d'adhérer aux BRICS, reconfortant ainsi les espoirs de ceux, nombreux en l'Amérique latine, pour qui la coopération de deux grandes économies au sein du groupe BRICS représente un grand espoir.

Hausse simultanée des cours boursiers et des prix des denrées

Après la victoire électorale de Milei, les cours des actions argentines ont augmenté de plus de 20 % à la bourse de New York – en même temps que les prix des denrées alimentaires. Le 10 décembre, Javier Milei aura pris ses fonctions de président. Certains membres de l'ancienne caste politique ont déjà obtenu des postes ministériels malgré le fait qu'il avait promis de la supprimer. Le ministre de l'économie est justement Luis Caputo, ancien ministre des finances au gouvernement Macri, qui avait alors joué un rôle déterminant pour obtenir le crédit du FMI. L'ex-président Mauricio Macri lui-même, qui a tiré les ficelles en arrière-plan de l'élection, continuera à jouer un rôle important.

Andrés Manuel López Obrador, Président mexicain a commenté l'élection de Milei en disant qu'il s'agissait d'un «auto-goal pour le peuple argentin». Il déclare que telle chose ne serait pas possible au Mexique, du fait que le peuple mexicain dispose d'une grande conscience politique. Le Mexique se tiendrait tout de même toujours aux côtés du peuple argentin. Obrero ajoute: «Nous respectons la décision de la majorité en Argentine, nous respectons cette décision, même si nous pensons qu'elle ne les aidera pas, mais le peuple est souverain malgré tous les éléments antidémocratiques mis en place partout par la mafia du pouvoir économique, par exemple le contrôle des médias. C'est un phénomène déjà massif en Argentine, au Chili, partout, même au Mexique, mais c'est encore pire là-bas, on se trouve face à une manipulation massive.

L'avenir nous dira si Milei réussira à imposer ses plans. Les syndicats et les mouvements sociaux sont forts. Ils résisteront.



En première page de Página12, le 10 décembre, sous le titre «L'ère Milei commence», figure une caricature: un Argentin, sur la chemise duquel est inscrit le slogan «ne pas lâcher», s'accroche dans la tempête à un arbre dont les racines sont faites de force, de mémoire, d'intelligence, d'amour, d'humour, de conscience et de solidarité. (photo Página12)

«Nous sécherons nos larmes et nous reconstruirons la société civile»

par Carlotta Calloni*, Buenos Aires.



Stella Calloni (photo mad)

Javier Milei, le président nouvellement élu issu du parti d'extrême droite La Libertad Avanza (LLA) qui n'a pas encore adopté de structure politique, a annoncé la privatisation de l'entreprise publique Yacimientos Petrolíferos Fiscales (YPF) et celle de médias publics

parmi d'autres privatisations massives, tout en précisant que la réduction de l'inflation pourrait prendre entre 18 et 24 mois et que les mesures à prendre ne feraient pas l'objet d'un processus graduel.

La moitié de la population Argentine sous le choc

Dans le contexte de sidération et de douloureux questionnement qui affecte actuellement près de la moitié de la population argentine, laissée

en état de choc par ce scénario impensable, Milei impose une autre situation anormale dans la stratégie postélectorale. Il n'a pas accepté de rencontrer le président sortant, Alberto Fernández, qui l'a contacté dimanche soir pour le féliciter et lui faire part de sa volonté d'entamer la transition.

Il ne veut se rendre ni à la Casa Rosada (siège du gouvernement) ni à la résidence présidentielle, comme l'ont fait les dirigeants élus depuis la restauration de la démocratie depuis 40 ans. Il a également affirmé qu'il y aura un ajustement, mais qu'il devra être payé par le monde politique, c'est-à-dire par l'actuel gouvernement.

Selon l'un des conseillers de Milei, un nouvel ajustement qui fera exploser l'inflation est prévu et que, par conséquent, la hausse des prix pourrait être supérieure à 50 %, ce qui aggraverait encore la situation actuelle. En outre, il a déclaré que la loi sur les loyers allait être abrogée et qu'il faudrait en imposer une autre où les loyers seraient fixés par le locataire, ce qui aggraverait la tragédie actuelle en matière de logement et

mettrait fin aux activités de la Banque centrale.

Il vient d'avertir aussi qu'il était le seul décisionnaire et qu'il n'y avait pas de coalition, en référence à l'ancien gouverneur Mauricio Macri, qui lui a apporté le soutien de ce qui reste de la coalition de droite Juntos por el Cambio (Ensemble pour le changement) et qui a joué un rôle clé dans sa victoire.

L'équipe de Milei a créé un compte présidentiel Opearg, où il est dit qu'il n'y aura pas de gradation dans les mesures, mais une politique de choc qui se traduira par un pic du chômage. Dès maintenant la première réaction syndicale face à la privatisation des médias publics, de la télévision publique, de l'agence de presse Télam et de la radio nationale est de s'opposer à cette mesure.

Rogelio Frigerio, gouverneur élu de Juntos por el Cambio à Entre Ríos, a exprimé son désaccord car cela reviendrait à limiter la liberté d'expression. Aucune décision n'a encore été prise quant à la désignation du responsable de la communication le 10 dé-

cembre, date à laquelle il prendra ses fonctions.

Le président élu a communiqué hier avec des dirigeants étrangers qui lui ont exprimé leur soutien. En premier lieu avec les gouvernements des Etats-Unis et d'Israël – avec lequel il entretient des liens privilégiés – où il effectuera un voyage spirituel. Ce sont les deux pays que Milei avait reconnus comme ses principaux soutiens, y compris financiers, pendant sa campagne.

L'une des premières conséquences de son comportement pendant la campagne a aggravé la situation des relations avec le Brésil. Le gouvernement du président Luiz Inácio Lula da Silva a averti qu'il devra s'excuser auprès du président qu'il a offensé et insulté, en invitant l'ancien président brésilien, Jair Bolsonaro, à son investiture.

Milei maintient l'ensemble de ses déclarations de campagne, avertissant qu'il sera implacable et qu'il appliquera sa politique de choc dès les premiers instants, ce qui consti-

Poutine veut-il vraiment conquérir l'Ukraine pour recréer la Russie impériale? Non, c'est un autre mensonge de guerre

par John J. Mearsheimer



John J. Mearsheimer
(photo Wikipedia)

On sait de façon de plus en plus formelle que la Russie et l'Ukraine ont initié d'importantes négociations pour mettre fin à la guerre en Ukraine, et ce dès le début de l'invasion, le 24 février 2022. Ces entretiens s'étaient déroulés sous l'égide du président turc Recep Erdogan et de l'ancien Premier ministre israélien Naftali Bennett – aboutissant à des pourparlers approfondis et ouverts aux conditions d'une éventuelle solution.

D'après ce que l'on en a su, ces négociations ont eu lieu entre mars et avril 2022 et ont amené de réels progrès jusqu'à ce que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis demandent au président ukrainien Zelenski d'y mettre fin, ce qu'il a fait.

La couverture médiatique de ces faits s'est focalisée, ces derniers temps, sur la circonstance qu'il était insensé et irresponsable de la part de Joe Biden et du Premier ministre britannique Boris Johnson de rompre ces négocia-

Les éléments connus concernant les négociations de mars/avril 2022 soulignent à quel point la vision dominante des causes de la guerre est erronée ainsi que le bien-fondé des deux principaux contre-arguments résumés ci-dessus. Premièrement, les négociations visaient essentiellement à satisfaire les exigences de la Russie, à savoir que l'Ukraine ne rejoigne pas l'OTAN et devienne un Etat neutre. Il était évident pour tous les participants aux entretiens que la principale préoccupation de la Russie résidait dans les relations de l'Ukraine avec l'OTAN. Deuxièmement, si Poutine avait voulu en effet conquérir l'ensemble de l'Ukraine, il n'aurait certes pas accepté de participer à ces négociations car elles auraient contredit en substance à toute possibilité de conquête de l'ensemble de l'Ukraine par la Russie. On pourrait argumenter que sa participation aux négociations et son argument majeur de neutralité n'étaient qu'un subterfuge servant à masquer ses plus grandes ambitions. Cependant, aucune preuve ne vient étayer ce raisonnement, indépendamment du fait que

- 1) le petit contingent d'invasion russe n'était pas en mesure de conquérir et d'occuper toute l'Ukraine; et que
- 2) il ne servait à rien de retarder une offensive

de malhonnêteté régnant parmi les élites occidentales et les médias grand public occidentaux est époustoufflant.

¹ <https://www.kyivpost.com/post/24645#:~:text=According%20to%20the%20lawmaker%2C%20while,%20and%20it%27s%20just%20ght.%22>

Source: https://mearsheimer.substack.com/p/the-myth-that-putin-was-bent-on-conquering?utm_source=post-email-title&publication_id=1753552&post_id=139179620&utm_campaign=email-post-title&is_freemail=true&r=1egg2q&utm_medium=email
(Traduction Horizons et débats)

John J. Mearsheimer, professeur de Sciences politiques à l'Université de Chicago et auteur de livres lus dans le monde entier comme «The Tragedy of Great Power Politics» (2001), «The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy» (avec Stephen M. Walt 2007), «Why Leaders Lie. The Truth about Lying in International Politics» (2011) ou «How States Think – The Rationality of Foreign Policy» (2023), est l'un des plus célèbres détracteurs américains au niveau international de la politique étrangère américaine et notamment de l'élargissement de l'OTAN vers l'Est. Selon lui, c'est précisément la volonté hégémonique de la politique étrangère américaine qui est responsable de l'invasion d'une partie de l'Ukraine par la Russie, le 24 février 2022.

Son article, repris ici, aborde un point central de la propagande antirusse: la théorie selon laquelle la Russie ne cherche pas à protéger la population russophone locale ni à instaurer une structure de sécurité européenne qui tienne également compte des intérêts légitimes de la Russie en matière de sécurité, mais à conquérir d'abord l'Ukraine, puis d'autres pays européens, pour des raisons impérialistes.

Depuis que même le discours dominant occidental ne peut plus nier que la contre-offensive menée par l'Ukraine contre la Russie a échoué (et coûté la vie à des dizaines de milliers de personnes) et qu'une poursuite de la guerre relève de la pure folie – surtout pour l'Ukraine – la faction belliciste occidentale cherche des justifications à outrance à la poursuite du massacre des uns et des autres. Le dernier exemple en date est le discours fielleux du 6 décembre 2023 du président américain Biden au Congrès. Comme il voulait convaincre la majorité du Congrès de voter 60 milliards de dollars supplémentaires pour la guerre en Ukraine, il a textuellement déclaré:¹

«Si Poutine s'empare de l'Ukraine, il ne s'arrêtera pas là. [...] Il continuera. [...] Si Poutine attaque un allié de l'OTAN [...], nous

nous sommes engagés en tant que membre de l'OTAN à défendre chaque centimètre carré du territoire de l'OTAN. Le résultat en sera donc ce que nous ne voulons pas et que nous n'avons pas aujourd'hui: l'affrontement direct entre troupes américaines et troupes russes [...]. Ne vous y trompez pas: le vote d'aujourd'hui restera longtemps dans les mémoires. Et l'histoire punira sévèrement ceux qui se détournent de la cause de la liberté. Nous ne pouvons pas laisser Poutine gagner. Je le répète: nous ne pouvons pas laisser Poutine gagner. C'est au plus haut point dans notre intérêt national et dans celui, international, de tous nos alliés. Toute interruption de nos capacités d'approvisionnement de l'Ukraine renforce clairement la position de Poutine.»¹

Est-ce pour cela que des dizaines de milliers de personnes doivent encore mourir en Ukraine dans les semaines et les mois à venir? Est-ce pour cela que le pays doit subir de plus en plus de destructions? Est-ce pour cela qu'il ne doit pas y avoir de négociations sérieuses?

C'est là toute la perfidie du discours de Biden: il est hypocrite et mensonger. Une seule phrase, au début de son intervention, était sincère: «Alors que le Congrès – et plus précisément les Républicains du Congrès – sont prêts à offrir à Poutine le plus grand cadeau qu'il puisse espérer en renonçant à notre rôle de leader mondial, non seulement vis-à-vis de l'Ukraine, mais aussi plus largement...». C'est donc de cela qu'il s'agit pour Biden, du «rôle de leader mondial» des Etats-Unis. Mais quel va en être le prix à payer par le reste du monde?

Le président américain n'a pas réussi à aligner la majorité nécessaire au Congrès américain sur les milliards supplémentaires nécessaires à ce que cette guerre continue. Il reste désormais à voir si cela permet d'aspirer à une prise de conscience croissante de la réalité de la part des membres du Congrès ou si ce n'était qu'un épisode dans les tractations politiques des partis. Ce qui est sûr, c'est que la pertinence d'analyses comme celle que vient de présenter John J. Mearsheimer est un apport précieux dans le procès de l'effondrement du château de cartes de la propagande de guerre en cours ainsi que pour l'espoir qu'il soit enfin mis fin à la guerre en Ukraine à la table des négociations. •

¹ <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2023/12/06/remarks-by-president-biden-urging-congress-to-pass-his-national-security-supplemental-request-including-funding-to-support-ukraine/>

(Traduction Horizons et débats)

«Dans le cas de l'Ukraine, il est de plus en plus évident que le niveau de stupidité et de malhonnêteté régnant parmi les élites occidentales et les médias grand public occidentaux est époustoufflant.»

ciations, compte tenu de tous les morts et de la destruction que l'Ukraine a depuis lors subis – dans une guerre que Kiev est susceptible de perdre.

Un des aspects les plus importants de cette histoire, en ce qui concerne les causes de la guerre en Ukraine, est cependant à nouveau éclipsé. Il s'agit de l'avis, généralisé en Occident, que Poutine aurait envahi l'Ukraine dans le but de conquérir le pays et de l'incorporer à la Grande Russie. Il lui aurait été possible ensuite de poursuivre sa route en conquérant d'autres pays d'Europe de l'Est. Le contre-argument, qui ne bénéficie que de très peu d'acceptation dans l'Ouest, en est que la motivation première de Poutine pour son action militaire a été la menace d'une adhésion à l'OTAN de l'Ukraine, qui deviendrait ainsi un bastion occidental à la frontière de la Russie. Que pour lui, ainsi que pour d'autres membres dirigeants russes, l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN constituait une menace existentielle.

plus importante, car cela aurait donné à l'Ukraine le temps de mettre en place sa défense plus efficace.

En bref, Poutine a lancé une attaque ciblée sur l'Ukraine dans le but de forcer Zelenski à renoncer à la politique de rapprochement de Kiev avec l'Occident ainsi qu'à l'admission de l'Ukraine dans l'OTAN. Si la Grande-Bretagne et l'Occident n'étaient pas intervenus pour faire échouer les négociations, il y a de bonnes raisons de penser que Poutine aurait atteint cet objectif restreint et accepté de mettre fin à la guerre.

Il faut également rappeler que la Russie n'a annexé les oblasts ukrainiens de Donetsk, Louhansk, Kherson et Zaporijjia qu'en septembre 2022, soit bien après la fin des pourparlers. Si on était parvenu à un accord, il est presque certain que l'Ukraine contrôlerait un bien plus grande partie de son territoire d'origine que ce n'est le cas actuellement.

Or, dans le cas de l'Ukraine, il est de plus en plus évident que le niveau de stupidité et

«Nous sécherons nos larmes...»
suite de la page 5

tuera le premier défi pour une population qui s'est toujours opposée à des mesures qui affecteront sans aucun doute gravement la situation actuelle.

L'homme qui prétendait parler à son chien Conan, aujourd'hui décédé, avec lequel il communique par l'intermédiaire d'un médium, qui s'est également exhibé au volant d'une tronçonneuse, qui a insulté plusieurs présidents et personnalités comme le pape François, tout en se laissant emporter par des crises de rage est aujourd'hui sous le regard de son propre peuple et de celui des autres.

Récemment, une voisine de Milei a raconté que lorsqu'ils se sont rencontrés dans l'ascenseur de l'immeuble où ils résident tous deux, le dirigeant d'extrême-droite a dit qu'il enseignait l'économie et que son auteur de référence était Adam Smith. Lorsque la voisine lui a demandé si son enseignement incluait également John Maynard Keynes, Milei a explosé. «Il m'a hurlé: «Communiste de m...» et nous n'avons pas encore atteint le rez-de-chaussée qu'il a enchaîné: «Bande de fils de p..., vous êtes en train de ruiner le pays!».

Il convient de rappeler que Macri a également averti le Libertarien que de nombreux points de sa proposition ne pourraient être appliqués immédiatement, et que le président élu est tenu de garantir la transition. Dans les articles parus ces dernières heures, Sandra Russo, chroniqueuse de Pagina/12, a déclaré que la triste majorité qui a voté pour Milei et l'a élu président ne sait même pas pour qui elle a voté. «C'est la première fois au monde qu'un président anarcho-capitaliste remporte la victoire et qu'il le fait en prononçant des discours totalement contradictoires: je vais faire/ne pas faire. Notre sang se glace dans nos veines: notre pays va donc devenir un laboratoire fasciste où l'on célébrera la cruauté et la bêtise, et où l'on persécutera les cadres politiques populaires.»

Selon son analyse, quelque chose dans notre santé mentale individuelle et collective a été altéré depuis la pandémie, et pas seulement la nôtre, mais celle du monde entier. En référence à la LLA, elle souligne que ses partisans «ont commencé par affirmer que la terre était plate et qu'à présent nous nous retrouvons avec un président qui rompra les relations avec la Chine et le Brésil, qui fera avorter les grands projets qui pourraient donner une chance de croissance sans précédent à ce pays, privatisera (encore!) les fonds de

pension, démantèlera l'Anses et les PAMI (programmes sociaux) et qui libérera les génoCIDAIRES et justifiera le terrorisme d'Etat.»

Mais le plus important, c'est le fait que rien de tout cela ne serait arrivé si nous disposions d'une presse méritant ce nom. En quatre ans, le seul journaliste à avoir donné du fil à retordre à Milei a été Sergio Massa lors du grand débat télévisé. Milei a eu plus de temps d'antenne que n'importe quel autre économiste en 2017 et en 2018 – et personne ne lui a jamais demandé d'expliquer ses propositions.

Catastrophe évitable

Elle a également souligné que cette catastrophe aurait pu être évitée si Alberto Fernández n'avait pas joué les solitaires, isolé de ses alliés, sans avoir respecté son engagement électoral jusqu'au bout. Dans ce pays fracturé, la transmission de la mémoire historique a également été interrompue et la majorité de la société qui prétend détester la corruption vote pour celui qui a commercialisé les candidatures.

La tâche consistant à sécher nos larmes et à construire une société civile résistante aux abus et au totalitarisme va commencer. Les gens peuvent se tromper.

Aujourd'hui, l'Argentine, et je le dis sans orgueil mais avec une immense tristesse, a

commis une erreur. Je salue ceux qui sont neutres.

En ce sens, la présidente des Grands-mères de la Place de Mai, Estela de Carlotto, a souligné qu'après avoir séché ses larmes, il faudrait prendre la décision de résister avant d'annoncer que les femmes de son association continueraient à lutter pour retrouver leurs petits-enfants disparus, comme elles l'ont fait jusqu'à présent. Elle a également annoncé qu'elle poursuivrait sa lutte pour la vérité, la mémoire et la justice.

Au cours des dernières heures, on a entendu partout le mot «résistance» – première réaction à cette situation incertaine. •

Source: La Jornada du 21/11/23

<https://www.jornada.com.mx/noticia/2023/11/21/mundo/advierte-milei-que-privatizara-petrolera-y-medios-publicos-8597>

(Traduction Horizons et débats)

* Stella Calloni (*1935) est depuis longtemps la correspondante de La Jornada en Argentine. C'est l'une des journalistes et écrivains les plus renommés d'Amérique latine, spécialisée dans la politique internationale. Elle a publié de nombreux ouvrages sur la période des dictatures militaires. Son livre «Operación Condor – L'Amérique Latine dans les griffes des Escadrons de la Mort» est disponible en allemand.

Le «pécheur repentant»

par Moritz Nestor

Le grand-père de Walter, né en 1920, battait ses enfants pour la moindre raison et même sans raison. Il était issu d'une famille de paysans pauvres de Suisse centrale et alcoolique. Son fils, le père de Walter, né en 1948, simple ouvrier, également alcoolique depuis aussi longtemps que Walter s'en souvient, dépendait régulièrement son modeste salaire au bistrot, au grand désespoir de la mère de Walter. Sous l'emprise de l'alcool, le père de Walter battait régulièrement sa femme lorsqu'il rentrait ivre à la maison, tard dans la nuit. La mère de Walter était une femme bienveillante, elle aimait son Walter et allait travailler comme nettoyeuse pour préserver son fils bien aimé de la misère. Walter l'aimait. Quant à son père, il le détesta très tôt. Les gens du village voyaient la misère de l'alcoolique les yeux ouverts mais personne n'intervenait. Ils se contentaient de mépriser le père de Walter. Le prêtre se taisait, lui aussi.

Aussi Walter grandissait-il dans la haine de son père alcoolique. Les nuits, lorsque c'était à nouveau le moment, il écoutait les scènes nocturnes dans sa chambre, pendant que sa sœur tirait la couverture sur ses oreilles, anxieusement indigné de voir quel genre d'homme méchant était son père. Grandissant, il s'interposait régulièrement entre le père déchâiné et sa mère bien aimée et, insensible aux douleurs, encaissait les coups destinés à sa chère et faible mère jusqu'à ce que le père lâche prise. Walter restait ensuite longtemps sans sommeil, rongé de haine envers son père.

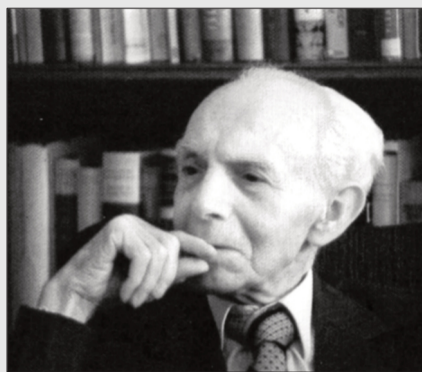
Ce n'est qu'à l'approche de la quarantaine que Walter apprit le contexte des scènes nocturnes de son enfance. A l'époque, à la table ronde des habitués, lui raconta-t-on, où le mince salaire du père se transformait en bière et en eau-de-vie, les compagnons de beuverie se moquaient de l'ivrogne, lui disant: «Mais regarde, idiot, ta vieille fréquente d'autres!» Et tous s'amusaient bien de cet imbécile, aux yeux de tout le monde. Le père de Walter, dans son instabilité, croyait les moqueurs. Rentrant chez lui, plein de rage, il maltraitait bruyamment sa pauvre femme, criant et à coups de poing, fou de jalousie.

A 13 ans, Walter se sentit assez fort pour intervenir dans des tristes scènes en ripostant avec ses propres poings. A partir de là, il se défendait partout. Devenu bagarreur, il ne laissait plus personne lui dire quoi que ce soit – autant en famille que dehors. Lorsqu'il n'obtenait pas ce qu'il voulait, il en venait aux poings. Discourir longuement n'était pas son attitude. Il fut finalement placé, pendant trois ans, dans un établissement psychiatrique pour jeunes clos, car même à l'école, la situation déraillait.

C'était une chance. C'est là qu'il s'est senti, pour la première fois de sa vie, correctement saisi intérieurement, compris et en sécurité. Il se rétablissait, réussissant son apprentissage et le terminant correctement. Le «bagarreur

La connaissance de l'homme en psychologie des profondeurs

Toujours est-il que saisir l'essence d'un être humain n'est possible que pour celui qui étudie l'individu pour lui-même, peut-être même qu'une compréhension profonde est inséparable du désir ou de la tendance à aider celui qui est venu le consulter, à l'aider à réaliser sa véritable essence. La connaissance de l'être humain ne doit pas devenir un jeu de société, un divertissement superficiel dans lequel il s'agit de montrer à son voisin ses «défauts» ou de lui retirer son masque; elle ne doit encore moins devenir un moyen de s'exalter soi-même ou, en comprenant les défauts d'autrui, on se croirait être soi-même au-dessus des défauts. Cela peut paraître moralisateur, mais on ne peut en effet comprendre les hommes que dans la mesure où on les aime; et on les aimera mieux lorsqu'on les comprendra mieux. Le sentiment de base animant le véritable expert face à un être humain doit être le respect de la personnalité de celui qui se trouve face à lui, une attitude exempte de toute intention de jugement ou moralisatrice. Rien n'est plus difficile pour le chercheur de la vie psychique qu'une telle capacité de rencontre sans préjugés. C'est de là que le contexte psychologique nous montre que parmi les vrais connaisseurs des êtres humains se désignent notamment ceux qui se sont déjà trouvés eux-mêmes dans de grands enchevêtrements de culpabilité, de tentation ou de détresse intérieure; il s'agit là de «pécheurs repentants», comme le souligne Alfred Adler, qui ont joué,



Friedrich Liebling (1893-1982)
(photo mad)

comme il dit, un rôle éminent dans la construction de la morale européenne (pour le meilleur et pour le pire). Abordant le problème de manière plus objective, il est évident que notre propre détresse, dans la mesure où elle est surmontée, nous permet de poser le regard sur la grande difficulté que les hommes ont à vivre: une prise de conscience qui nous rend bienveillant, nous faisant comprendre avec davantage de justesse la valeur de l'individu pour soi, nonobstant le défaut dont il puisse être affecté.

Extrait de: Liebling, Friedrich. *Tiefenpsychologische Menschenkenntnis (La connaissance de l'homme par la psychologie des profondeurs)*, ds: Liebling, Friedrich. *Aufsätze (Essais)*, Zurich 1992, p. 33 et suivantes.

Edition originale dans: *«Psychologische Menschenkenntnis»*, Zurich, 1/1964-65, pages 210-218

difficile» et solitaire s'est transformé en professionnel efficace qui, peu à peu, gravissait divers échelons de la vie sociale et politique, dans sa commune, au niveau cantonal, dans les associations et dans la vie des partis politiques. Mais curieusement, chaque fois qu'il avait atteint, avec ambition, le sommet aspiré, soudainement il s'en dégageait en faveur d'un autre domaine d'activité où il s'agissait, à nouveau, de repartir d'«en bas» et de progresser à nouveau. Même s'il avait appris, du temps de son foyer «des jeunes difficiles», à parler au lieu de cogner, il était tout de même resté d'un tempérament autoritaire, avide d'être applaudi, convaincu de devoir prouver de sortir de chaque défi en seul gagnant, le plus grand et le meilleur.

Depuis sa plus tendre enfance, Walter avait détesté son père, souvent au point, comme il avouait, de vouloir le tuer. Il ne voulait donc ne jamais ressembler à «celui-là». Cette haine n'a jamais quitté Walter, même lorsqu'il a connu le succès. Mais chaque fois qu'il croyait découvrir en lui des attitudes similaires à celles de son père, il le refoulait violemment. A la suite d'une telle découverte, il n'allait plus bien. Pendant des années, il refusait donc d'admettre qu'il avait appris de son père, plus qu'il ne l'aurait souhaité, la violence, l'autoritarisme et la quête de domination.

A 30 ans, Walter, homme d'affaires prospère, s'est marié avec une collègue et a subi une vasectomie, car il ne voulait pas d'enfants. Il craignait d'être mauvais père.

Venait le jour où le père de Walter a appris que son fils s'était fait faire la vasectomie. Légèrement ivre, il a placé, dans un accès de colère, un coup de pied entre les jambes de son fils. Walter qui avait longtemps travaillé dans le domaine de la sécurité et ayant appris les techniques d'autodéfense et de maîtrise, a aus-

sitôt jeté son père à terre – hors de lui – sifflant à l'oreille de l'ivrogne: «Si tu ne te soumet pas maintenant, je te tue.» Et il l'aurait fait. «Dieu merci, dit-il, mon père a cédé. Nous avons échappé de justesse à une catastrophe», explique Walter, d'une voix étranglée.

Le père a porté plainte. La mère et Walter ont témoigné de la même manière au tribunal, et le procès fut annulé. «A partir de là, je n'ai plus détesté mon père. Seulement méprisé», dit Walter. «Je l'ai évité pendant vingt ans. Je ne voulais plus voir cet homme.» Avec sa mère bien-aimée, il a maintenu ses relations, en fils fidèle.

Au cours de ces nombreuses années, Walter, qui aspirait constamment à s'élever, mais qui n'était jamais satisfait de ses succès, sentait, parfois plus, parfois moins, qu'un «point noir» était devenu son compagnon quotidien: «Après tout», voilà ce qui lui venait spontanément à l'esprit, de temps à autre, «c'est quand même mon père».

Il avait déjà atteint la cinquantaine lorsqu'un jour, vers la fin de l'année, une décision fut prise qui avait mûri en lui pendant de longues années. «Ce n'était pas par réflexion», souligne-t-il, «c'était un acte intuitif qui fermentait depuis longtemps. Je savais: je vais le faire maintenant. Avant qu'il ne meure». Il s'est donc rendu chez son père, quelques jours avant la veille de Noël, tendant sa main au vieil homme qui l'a saisie avec étonnement, et lui a pardonné. Les larmes du vieil homme n'ont fait que couler et il a dit à Walter d'une voix étouffée: «C'est le plus beau cadeau de Noël».

«Je le savais depuis longtemps que c'était la haine envers lui qui me rendait méchant à l'époque. Mais vous savez», dit-il, «nous avons parlé de tout cela pendant si longtemps, vous me l'avez toujours mis devant mes yeux, et c'est là que je me suis rendu compte de plus en plus clairement: en le haïssant, je me mets

pour ainsi dire au même niveau que lui, celui qui a toujours frappé. Je ne peux tout de même pas faire moi-même ce que je ne veux pas qu'il fasse. C'est justement à cause de la violence que j'ai appris à le détester. Et maintenant, la tache noire a disparu».

Walter s'était sorti de la haine avec une force psychique admirable. Il s'était vu inégalement poussé intérieurement à renoncer à son mensonge de vie. Il ne supportait plus son «ombre noire». Car il savait qu'il était «quand même le père».

Il avait depuis longtemps dépassé son père et compris à quel point le père avait été excité par les compagnons de beuverie au point de devenir violent envers la mère. Walter a également appris, grâce à l'aide d'un psychologue, que le père ne frappait pas parce qu'il détestait Walter ou parce qu'il était «méchant». Le «méchant» père que Walter avait toujours considéré comme tel s'était depuis longtemps transformé, au for intérieur de Walter, en alcoolique abandonné que personne n'aidait et aux dépens duquel on se moquait et on gagnait de l'argent. Walter décida donc de renoncer à sa fierté et à sa haine – qui en effet étaient un mensonge de vie nourri de «bonnes raisons» – plutôt que de continuer à en souffrir. Celui qui hait est la première victime de la haine, a-t-il reconnu. Finalement, la prise de conscience des véritables raisons de la violence de son père l'a emporté sur son vieil orgueil enfantin et haineux. Poussé envers une connaissance sincère et croissante de lui-même, il s'est retourné intérieurement et a commencé à s'extraire des bas-fonds de la vie, de la haine. Il voulait être un homme, pas un monstre. De lui-même, il voulait une nouvelle direction dans la vie et il lui a donné une nouvelle direction.

Alfred Adler, le fondateur de la psychologie individuelle, écrit en 1927, dans l'introduction de son livre «Menschenkenntnis» (Connaissance de l'homme): «Compte tenu de notre éducation déficiente, la véritable connaissance de l'homme n'est aujourd'hui accordée qu'à un seul type d'homme, le «pécheur repentant», celui qui était à l'intérieur de toutes les erreurs de la vie psychique humaine et qui s'en est sauvé, ou qui a au moins passé à côté. Bien entendu, il peut s'agir de quelqu'un d'autre, en particulier de celui à qui l'on a pu faire une démonstration ou qui est particulièrement doué d'empathie. Mais le meilleur connaisseur de l'homme sera certainement celui qui a vécu lui-même toutes ces passions. Le pécheur repentant semble être, non seulement pour notre époque, mais aussi pour l'époque du développement de toutes les religions, le type auquel on accorde la plus grande valeur, qui est bien plus élevé que mille justes. Si nous nous demandons pourquoi c'est ainsi, nous devons admettre qu'un homme qui s'est élevé des difficultés de la vie, qui s'est frayé un chemin hors du marécage, qui a trouvé la force de jeter tout cela derrière lui et de s'en élever, doit connaître au mieux les bons et les mauvais côtés de la vie. En cela, aucun autre ne l'égale, surtout pas le juste.»

La psychologie individuelle enseigne que «les effets d'une expérience deviennent totalement différents lorsqu'une autre force, un autre motif prend vie chez l'homme, la connaissance de soi, la compréhension accrue de ce qui se passe en lui et de quelles sources cela provient. Il est devenu un autre et ne pourra sans doute plus jamais s'en passer».

C'est ce que nous enseigne l'exemple vivant de Walter: nous, les êtres humains, ne sommes pas des êtres répondant aux mécanismes du type stimulus-réponse, ni des êtres soumis à nos pulsions commandés par nos systèmes libidineux, ni des systèmes vivants, ni des «produits de flux neuronaux», ni des «réflexes des conditions économiques», ni des «profiteurs de coûts-bénéfices» calculables. Nos problèmes psychologiques ne sont pas déterminés par les gènes, nos structures cérébrales, nos synapses ou nos lignes nerveuses «défectueuses», ni par des troubles hormonaux ou métaboliques ou par les «rapports de production» économiques. En nous, le changement intérieur est possible, comme l'a dit et écrit Alfred Adler, «lorsqu'une force, un motif s'anime encore en l'homme, la connaissance de soi, la compréhension accrue de ce qui se passe en lui et de quelles sources cela provient».

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit
international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Redaction
Peter Küpfer

Rédaction et administration
Case postale 247, CH-9602 Bazenheid
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 3774 8585
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs / 108.– euros
ISSN 1662 – 4599

©2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants
uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'ex-
traits courts et de citations avec indication de la source «Horizons
et débats, Bazenheid».

Prendre conscience de son propre parcours individuel ouvre un espace de liberté intérieure

Les voies offertes par la psychologie des profondeurs en matière de connaissance de l'homme

La méthode consiste en un libre entretien entre le psychothérapeute et la personne en quête de conseils; ils examinent ensemble, en tant qu'interlocuteurs sur un niveau d'équité, les besoins et les difficultés entravant perpétuellement sa vie et son avancement. Dans ces entretiens, le médecin de l'âme, doté de beaucoup de tact et d'une connaissance approfondie du champ vaste des problèmes psychiques, est en mesure de créer une ambiance dans laquelle l'interlocuteur se dote de plus de clarté sur sa vie. A partir de la connaissance de ses propres réactions intérieures et de la psyché des

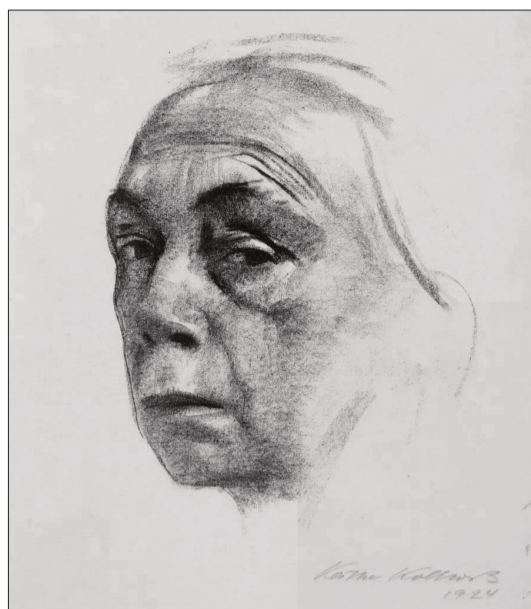
individus constituant son entourage, ce que l'on entend par «la connaissance de l'homme», le partenaire consultant son psychothérapeute acquiert davantage d'autonomie intérieure qui non seulement est capable de le libérer de ses troubles intérieurs, mais de faire de lui un être humain équilibré intérieurement, capable de penser et de ressentir plus authentiquement.

Extrait de: Liebling, Friedrich. *In der Sprechstunde des Seelenarztes*; dans: Liebling, Friedrich. *Essais*, Zurich 1992, p. 64 et suivantes. D'abord paru ds. *«Wir Brückenbauer»*, 1963, n° 43, page 6.

«Plus jamais la guerre!»

Le cri de l'artiste engagée pour la paix, Käthe Kollwitz, est tristement d'actualité

par Winfried Pogorzelski



Käthe Kollwitz «Auto-portrait, 1924.
(photo Wikimedia Commons)

Käthe Kollwitz (1867-1945) est l'une des artistes les plus importantes du 20^e siècle. Ses œuvres caractéristiques hors pairs, lithographies, eaux-fortes, estampes, gravures sur bois, sculptures, etc. sont l'expression vivante de son engagement humanitaire et pacifiste. Elles se basent sur des expériences personnelles et politiques ainsi que sur des rencontres avec des artistes de la fin du 19^e et du début du 20^e siècle, pendant la Première Guerre mondiale, la République de Weimar et le national-socialisme, jusqu'en 1945. Kollwitz a toujours suivi le mot d'ordre «prendre position»¹, et s'est impliquée activement dans la vie artistique, sociale et politique de son temps. Par son art, elle se démarque du style bien connu de la peinture d'histoire idéalisante. Le collectionneur d'art suisse Eberhard W. Kornfeld (1923-2023) a caractérisé sa «voie artistique profondément originale» par le terme de «humaner Realismus» (réalisme humain).²

Origine, formation et orientation artistique

Käthe Kollwitz est née en 1867 à Königsberg, où elle passe son enfance. Encouragée par son père, elle suit sa formation artistique à Königsberg, Munich et Berlin. Son mari Karl Kollwitz devient médecin pour les pauvres dans le quartier berlinois de Prenzlauer Berg. Max Liebermann, grand représentant de l'impressionnisme, ainsi que le peintre et sculpteur Max Klinger, représentant du symbolisme, l'incitent à se tourner vers les côtés sombres de la vie dans son art: elle s'intéresse à la vie quotidienne et au travail des gens simples, qu'elle a déjà rencontrés dans les bars de pêcheurs du quartier portuaire de Königsberg, puis à Berlin.

En 1893, la soirée d'ouverture du drame naturaliste de Gerhart Hauptmann «Die Weber» a lieu au théâtre «Freie Bühne». En raison d'une interdiction de représentation, celle-ci a lieu à huis clos. La pièce décrit la révolte des tisserands de Silésie en 1844 et son dénouement dans des scènes émouvantes.

«Cette pièce m'a bouleversée», va déclarer Käthe Kollwitz. Elle crée le cycle de gravures «Une révolte de tisserands», aussi influencé par une famine chez les tisserands silésiens, qui faisait grand bruit à l'époque. L'artiste décrit en six tableaux la cause, le début, le point culminant et la répression de la révolte des tisserands. Les représentations ne sont pas de simples illustrations historiques, elles reflètent dans l'événement historique la misère sociale actuelle de son époque. Exposée à la Grande exposition d'art de Berlin (1899), l'œuvre permet à l'artiste de percer. Max Liebermann s'engage pour qu'un hommage soit rendu à l'artiste, mais l'empereur Guillaume II, indigné, refuse avec la remarque désobligeante qu'il s'agirait d'un «art de caniveau», de surcroît réalisé par une femme...

Expositions à Berlin, à Vienne et à Paris

En 1898, Käthe Kollwitz obtient un poste d'enseignante à l'école des femmes artistes de Berlin. Elle participe à la première exposition de la *Sécession berlinoise*, un groupe d'artistes qui se démarque du monde de l'art établi, et peu après à la *Sécession viennoise*, qui poursuit les mêmes objectifs. C'est à cette époque qu'elle commence le cycle de sept gravures intitulé «Bauernkrieg» (Guerre des paysans), qui réfère également à un événement historique (la guerre des paysans allemands de 1524/25), mais qui fait allusion aux problèmes sociaux loin d'être résolus dans l'Empire de Guillaume II.

L'année 1904 la conduit à Paris, où elle rend visite à Auguste Rodin dans son atelier, car elle veut se tourner vers la sculpture. Le Salon des Indépendants présente ses œuvres.

«Les événements de notre temps me poussent à agir»

La Première Guerre mondiale est un événement décisif pour Käthe Kollwitz: son fils Peter, âgé de dix-huit ans seulement, qui s'est porté volontaire, est tué en octobre 1914, lors de la première bataille des Flandres.³ Elle ne s'en remettra jamais, surtout parce qu'elle l'a encouragé à obtenir le consentement de son père. En 1918, elle devient une pacifiste active en s'opposant, dans une lettre ouverte, au poète Richard Dehmel qui a appelé à la dernière mobilisation des jeunes pour la guerre: «Il y a eu assez de morts! Plus personne ne doit tomber! Je fais référence à quelqu'un de plus grand que moi [J.W. von Goethe], qui a dit que les graines de semence ne devaient pas être broyées».⁴

Très vite, elle prend la décision de créer un monument à la mémoire de son fils et de tous les volontaires de guerre. Ce n'est qu'en 1932, dix-huit ans plus tard, que la sculpture «Parents en deuil» sera achevée. Sculptée dans le granit, elle représente un couple de parents en proie à un profond deuil. L'œuvre se trouve au cimetière militaire de Vladslo en Belgique, où sont en-

terrés 25 000 soldats tombés au combat, dont Peter Kollwitz.

En 1922, elle écrit dans son journal⁵: «Je suis d'accord que mon art est engagé. Notre temps, où les gens sont si désespérés et ont tant besoin d'aide, me pousse à agir». A partir de 1922, elle s'engage au sein de la ligue pacifiste Neues Vaterland (Ligue allemande pour les droits de l'homme) et de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, dont la mission est encore aujourd'hui d'informer la population sur les horreurs de la guerre moderne. En tant qu'artiste, elle crée des affiches contre la famine et la guerre. Elle est la première femme à recevoir l'ordre Pour le Mérite pour la science et les arts, qui remonte à Alexander von Humboldt.

National-socialisme et reconnaissance aux Etats-Unis

Sous l'influence de la montée en puissance du parti NSDAP, Käthe Kollwitz initie avec Albert Einstein et Heinrich Mann un appel au KPD et au SPD sous le titre «Dringender Appell» (appel urgent), avant les élections au Reichstag en juillet 1932. Ils les invitent à s'unir pour empêcher le NSDAP d'obtenir la majorité. Il est signé par 33 personnalités, dont son mari Karl Kollwitz et les écrivains Erich Kästner, Theodor Plivier, Ernst Toller et Arnold Zweig.

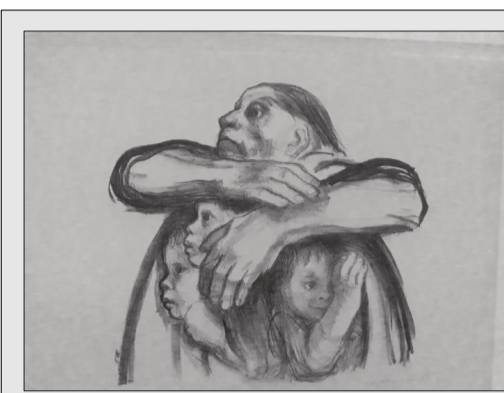
En 1933, Käthe Kollwitz et Heinrich Mann sont contraints de quitter l'Académie des arts de Prusse. Exposer ses œuvres devient de plus en plus difficile, beaucoup d'entre elles sont retirées des musées (comme par exemple lors de l'action «Entartete Kunst» (art dégénéré) en 1937). En novembre 1936, le journal moscovite «Isvestija» publie un article sur Käthe Kollwitz, basé sur une interview. Il s'ensuit un interrogatoire à la Gestapo et la menace d'une détention en camp de concentration en cas de récidive. En 1943, son appartement et de nombreuses gravures, estampes et plaques d'impression sont détruits lors de raids aériens.

Toutefois, à la même période, l'artiste et son œuvre sont de plus en plus remarqués aux Etats-Unis. Elle s'est déjà retirée de la vie publique, lorsqu'elle fête son 70^e anniversaire en 1937, alors qu'elle est de plus en plus connue outre-Atlantique, autant à l'est qu'à l'ouest (New York et Los Angeles). Ses expositions, organisées en partie par des exilés allemands et autrichiens, attirent un grand nombre de visiteurs et ont un écho durable dans la presse.

«Plus jamais la guerre!» L'héritage de Käthe Kollwitz

Comme le montrent les guerres récentes qui se prolongent, l'œuvre de Käthe Kollwitz est plus actuelle que jamais. Elles aussi sont dues à l'échec d'une politique motivée par la cupidité et dont l'objectif est d'étendre l'influence et le pouvoir dans l'idée erronée que la guerre permet de résoudre les problèmes. Les innombrables victimes sont toujours des innocents, en premier lieu les soldats qui doivent obéir aux ordres, qui se sacrifient ou qui souffrent toute leur vie des séquelles physiques et psychiques. Les guerres plongent la population civile, des millions de personnes, dans la misère, la souffrance et les traumatismes. Et enfin, l'héritage de ces guerres laisse aux générations suivantes des tâches quasiment insolubles.

Käthe Kollwitz a du mérite de s'être opposée, par son art et ses actions, à ce fléau de l'humanité. Il est impossible d'échapper à l'impact de son art: «Comme peu d'autres artistes de son époque, Käthe Kollwitz a lié son œuvre à un engagement sociopolitique, humanitaire et pacifiste. Cette identité cohérente entre la personne et l'œuvre, entre éthique et esthétique, impose le respect aujourd'hui encore et a conservé à haut niveau une actualité intacte».⁶

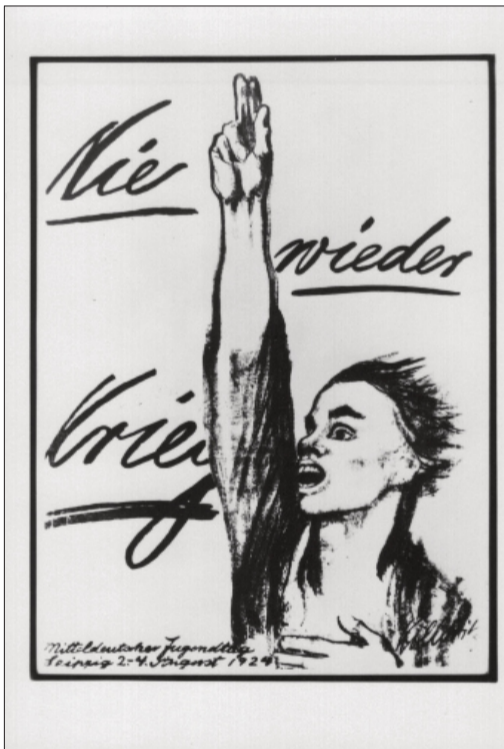


(photo Wikimedia Commons)

Käthe Kollwitz «Empêchons-les de détruire nos graines de semence!», 1941

«Il y a quelques jours, j'ai décidé – pour la troisième fois – de reprendre le même sujet, disant à Hans: finalement, ce sera mon testament, «Les graines de semence ne doivent pas être détruites». [...] J'ai donc à nouveau fait un dessin variante d'un même thème: des gamins, de vrais petits Berlinois, tels de jeunes chevaux piaffant d'impatience, qui sont retenus par une femme. La femme (une femme âgée) les a mis sous son manteau, elle les enveloppe de ses bras et de ses mains avec force et autorité. «Les graines de semence ne doivent pas être détruites.» A l'instar de «Plus jamais la guerre», ce n'est pas uniquement un souhait ardent, mais un commandement, une exigence!»

Käthe Kollwitz, *Journaux intimes*, décembre 1941



(photo Wikimedia Commons)
«Plus jamais la guerre!»

² Meier, Philipp, *Zwei Künstlerinnen erinnern an ihr Kriegstrauma. Mona Hatoum auf poetische Weise, Käthe Kollwitz wie mit einem Schlag ins Gesicht*, ds.: *Neue Zürcher Zeitung* du 15/11/23

³ La première bataille des Flandres (du 20 octobre au 18 novembre 1914) entre les troupes allemandes et alliées s'est déroulée en Flandre occidentale. Les pertes furent élevées, mais les troupes allemandes ne parvinrent pas à couper l'armée britannique de ses lignes d'approvisionnement. *Wikipédia*, «Première bataille des Flandres», https://de.wikipedia.org/wiki/Erste_Flandernschlacht

⁴ Fischer, Hannelore. *Es ist genug gestorben! Keiner darf mehr fallen!*, Zürcher Kunstgesellschaft/Kunsthau Zürich u. Kunsthalle Bielefeld (éd.) *Stellung beziehen ...*, ibid., p. 23

⁵ Forster-Hahn, François. *Nun blüht da drüben noch einmal etwas auf*, Zürcher Kunstgesellschaft/Kunsthau Zürich u. Kunsthalle Bielefeld (éd.), *Stellung beziehen ...*, ibid., p. 73

⁶ Fischer, Hannelore, ibid. p. 27

Autres sources:

Musée Käthe Kollwitz de Cologne, <https://www.kollwitz.de>

Käthe Kollwitz, *Wikipédia*, https://de.wikipedia.org/wiki/Käthe_Kollwitz

Muscionico, Daniele. *Nie wieder Krieg!, Pazistische Kunst ist weiblich: Die legendäre Käthe Kollwitz und die Palästinaerin Mona Hatoum sind Stellvertreterinnen des Widerstands*, ds.: *Aargauer Zeitung* du 26/08/23



Käthe Kollwitz «Une révolte de tisserands». (photo Wikimedia Commons)

¹ Zürcher Kunstgesellschaft/Kunsthau Zürich et Kunsthalle Bielefeld (éd.) *Stellung beziehen - Käthe Kollwitz. Mit Interventionen von Mona Hatoum*. Munich 2023 (Hirmer Verlag), catalogue des expositions du même nom au Kunsthau Zürich (août - novembre 2023) et à la Kunsthalle Bielefeld (mars-juillet 2024), ISBN 978-3-7774-4229-7